

En marge de
Caliban et la sorcière
de Silvia Federici

ENTRETIENS AVEC L'AUTEURE



En marge de
Caliban et la sorcière
de Silvia Federici

ENTRETIENS AVEC L'AUTEURE

LA \ SOCIALE
2014

« Capitalisme, chasse aux sorcières et biens communs »

Entretien avec Silvia Federici

Il y a quelques siècles d'ici, elle aurait été envoyée au bûcher. Féministe infatigable, l'historienne et auteure de l'un des livres les plus téléchargés sur Internet, « *Caliban and the Witch: Women, the Body and Primitive Accumulation* » (Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive. Édition française à paraître aux Éditions Senonevero en 2013) nous explique de manière rigoureuse les raisons politiques et économiques qui se cachaient derrière la chasse aux sorcières. Son dernier livre, « *Revolution at Point Zero: Housework, Reproduction, and Feminist Struggle* » (Common Notions/PM Press, 2012) est un recueil d'articles indispensables pour connaître sa trajectoire intellectuelle. Entretien réalisé pour la rubrique « *Numeros Rojos* » du journal en ligne « *Publico.es* » (Avanti4.be).

C'est avec un œil scrutateur que l'italienne Silvia Federici étudie depuis plus de 30 ans les événements historiques qui ont provoqué l'exploitation sociale et économique des femmes. Dans son livre « *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive* », elle fixe son attention sur la transition violente entre le féodalisme et le capitalisme, où s'est forgé au fer rouge la division sexuelle du travail et où les cendres des bûchers ont recouvert d'un épais manteau d'ignorance et de mensonges un chapitre essentiel de l'Histoire. Dans son bureau du Département d'Histoire

de la Hofstra University de New York, Federici nous parle de sorcières, de sexualité et de capitalisme et se propose de « *faire revivre pour les jeunes générations la mémoire d'une longue histoire de résistance qui court aujourd'hui le risque d'être effacée* ».

Comment est-il possible que le massacre systématique de femmes n'ait pas été abordé plus amplement que comme un chapitre anecdotique dans les livres d'Histoire ? Je ne me souviens même pas en avoir entendu parler à l'école...

Silvia Federici : C'est un bon exemple de comment l'Histoire est écrite par les vainqueurs. Au milieu du XVIII^e siècle, quand le pouvoir de la classe capitaliste s'est consolidé et que la résistance fut en grande partie défaits, les historiens ont commencé à étudier la chasse aux sorcières comme un simple cas de superstitions rurales et religieuses. En conséquence, jusqu'à pas longtemps d'ici, bien peu furent ceux qui investiguèrent sérieusement les raisons qui se cachent derrière la persécution des « sorcières » et ses rapports avec l'instauration d'un nouveau modèle économique. Comme je l'expose dans « *Caliban et la sorcière...* » : deux siècles d'exécutions et de tortures qui ont condamné des milliers de femmes à une mort atroce ont été liquidés par l'Histoire comme étant un produit de l'ignorance ou comme quelque chose qui appartenait au folklore. Une indifférence qui frise la complicité vu que l'élimination des sorcières des pages de l'histoire a contribué à banaliser leur élimination physique sur les bûchers.

Les féministes se sont rendu compte qu'il s'agissait d'un phénomène très important, qui a modelé la position des femmes dans les siècles suivants et elles se sont identifiées avec le destin des « sorcières » en tant que femmes persécutées pour avoir résisté au pouvoir de l'Église et de l'État. Espérons qu'on enseignera aux nouvelles générations d'étudiantes l'importance de cette persécution.

Il y a quelque chose, en outre, de profondément inquiétant dans le fait que, mis à part dans le cas des pêcheurs

basques de Lapurdi, les proches des prétendues sorcières ne se soulevèrent pas en armes pour leur défense alors qu'ils avaient précédemment lutté ensemble dans les soulèvements paysans...

Malheureusement, la majorité des documents à notre disposition sur la chasse aux sorcières furent écrits par ceux qui occupaient des postes de pouvoir : les inquisiteurs, les magistrats, les démonologues. Cela signifie qu'il y ait pu y avoir des exemples de solidarité qui n'ont pas été enregistrés. Mais il faut tenir compte du fait qu'il était très dangereux pour les proches des femmes accusées de sorcellerie de s'associer à elles et plus encore de prendre leur défense. De fait, la majorité des hommes qui furent accusés et condamnés pour sorcellerie étaient des parents des femmes accusées. Cela ne minimise pas, bien entendu, les conséquences de la peur et de la misogynie que la chasse aux sorcières elle-même a produit, vu qu'elle a propagé une image horrible des femmes en les transformant en meurtrières d'enfants, servantes du démon et dévoreuses d'hommes qui les séduisaient et les rendaient impuissants en même temps.

Tu exposes deux conséquences claires en ce qui concerne la chasse aux sorcières : qu'il s'agit d'un élément fondateur du capitalisme et qu'il suppose la naissance de la femme soumise et domestiquée.

En effet, la chasse aux sorcières, ainsi que la traite des esclaves noirs et la conquête de l'Amérique, constituent des éléments indispensables de l'instauration du système capitaliste moderne, car ils ont changé de manière décisive les rapports sociaux et les fondements de la reproduction sociale, à commencer par les rapports entre les femmes et les hommes et entre les femmes et l'État. En premier lieu, la chasse aux sorcières a affaibli la résistance de la population face aux transformations qui accompagnèrent l'apparition du capitalisme en Europe : la destruction de la gestion communautaire de la terre ; l'appauvrissement massif et la famine, ainsi que la création dans

la population d'un prolétariat sans terre, à commencer par les femmes d'âge mûr qui, n'ayant plus de terre à cultiver, dépendaient d'une aide étatique pour survivre.

On a également élargi le contrôle de l'État sur le corps des femmes, encriminalisant le contrôle que celles-ci exerçaient sur leur capacité reproductive et sur leur sexualité (les sages-femmes et les anciennes furent les premières accusées de sorcellerie). Le résultat de la chasse aux sorcières en Europe fut un nouveau modèle de féminité et une nouvelle conception de la position sociale des femmes, qui a dévalué son travail en tant qu'activité économique indépendante (processus qui avait déjà commencé graduellement) et les a placées dans une position subordonnée aux hommes. Tel était la principale condition pour la réorganisation du travail reproductif exigée par le système capitaliste.

Tu parles ainsi du contrôle des corps : si au Moyen Âge les femmes exerçaient un contrôle indiscutable sur les naissances, dans la transition au capitalisme « les utérus se transformèrent en territoire politique contrôlé par les hommes et par l'État ».

Il n'y a pas de doutes qu'avec l'avènement du capitalisme nous commençons à voir un contrôle beaucoup plus strict de la part de l'État sur le corps des femmes. Ce contrôle n'a pas seulement été mené à bien par la chasse aux sorcières, mais aussi à travers l'introduction de nouvelles formes de surveillance de la grossesse et de la maternité, l'institution de la peine capitale contre l'infanticide (lorsque le bébé était mort-né ou mourrait pendant l'accouchement, on accusait et on jugeait la mère). Dans mon travail, je soutiens que ces nouvelles politiques, et en général la destruction du contrôle que les femmes au Moyen Âge avaient exercé sur la reproduction, s'associent avec la nouvelle conception du travail que le capitalisme a promu.

Quand le travail devient la principale source de richesse, le contrôle sur les corps des femmes acquiert une nouvelle signi-

fiction : ces mêmes corps sont alors vus comme des machines de production de la force de travail. Je crois que ce type de politique est encore très important aujourd'hui parce que le travail, la force de travail, est toujours crucial pour l'accumulation de capital. Cela ne veut pas dire que les patrons veulent, partout, et tout le temps, avoir plus de travailleurs, mais ils veulent sans aucun doute contrôler la production de la force de travail ; ils veulent décider combien de travailleurs produisent et dans quelles conditions.

En Espagne, le ministre de la Justice veut réformer la loi sur l'avortement, en excluant les cas de malformation du fœtus, et cela précisément au moment où les aides sociales aux personnes dépendantes ont été supprimées...

Aux États-Unis aussi ils tentent d'introduire des lois qui pénalisent gravement les femmes et qui limitent leur capacité de choisir si elles souhaitent ou pas avoir un enfant. Par exemple, plusieurs États introduisent des lois qui rendent les femmes responsables de ce qui arrive au fœtus pendant la grossesse.

Il y a eu le cas polémique d'une femme qu'on a accusé d'assassinat parce que son fils est mort-né et qu'on a découvert ensuite qu'elle avait pris certaines drogues. Les médecins ont pourtant conclu que la consommation de cocaïne n'était pas la cause de la mort du fœtus, mais ce fut en vain, l'accusation a suivie son cours. Le contrôle de la capacité reproductive des femmes est également un moyen de contrôler la sexualité des femmes et notre comportement en général.

Tu poses cette question : pourquoi Marx n'a-t-il pas analysé la procréation en tant qu'activité sociale déterminée par des intérêts politiques ?

Ce n'est pas une question dont la réponse est facile, vu qu'il nous semble évident aujourd'hui que la procréation et l'éducation des enfants sont des moments cruciaux dans la production de la force de travail et que ce n'est pas un hasard s'ils sont

l'objet d'une régulation très stricte de la part de l'État. Je crois, cependant, que Marx ne pouvait pas se donner le luxe de voir la procréation comme un moment de la production capitaliste parce qu'il l'identifiait avec l'industrialisation, avec les machines et la grande industrie. La procréation, tout comme le travail domestique, semblait être l'opposé de l'activité industrielle. La fait que le corps de la femme allait se mécaniser et se transformer en machine pour la production de force de travail est quelque chose que Marx ne pouvait envisager.

Aujourd'hui, aux États-Unis du moins, l'accouchement s'est également mécanisé. Dans certains hôpitaux, pas ceux pour les riches à l'évidence, les femmes accouchent sur une chaîne de montage, avec un temps bien défini pour l'accouchement et si elles excèdent ce temps, on pratique alors une césarienne.

La sexualité est une autre thématique que tu abordes d'un point de vue idéologique, l'Église étant l'institution qui a promu avec une grande virulence un contrôle féroce et une criminalisation dans ce domaine. Le pouvoir qu'elle accordait aux femmes était-il si fort que cette tentative de contrôle se poursuit encore aujourd'hui ?

Je crois que l'Église s'est opposée à la sexualité (mais ses membres l'ont toujours pratiqué en cachette) parce qu'elle a peur du pouvoir qu'elle exerce sur la vie des personnes. Il est important de rappeler que tout au long du Moyen Âge, l'Église était également impliquée dans la lutte pour éradiquer la pratique du mariage des prêtres, car cela était vu comme une menace pour la conservation de son patrimoine. En tous les cas, l'attaque de l'Église contre la sexualité a toujours été une attaque contre les femmes. L'Église a peur des femmes et a tenté de nous humilier de toutes les manières possibles, en nous désignant comme coupables du péché originel et la cause de la perversion chez les hommes, en nous forçant à cacher nos corps comme s'ils étaient contaminés. Ils ont également tenté d'usurper le pouvoir des femmes, en présentant les membres du clergé comme ceux qui

donnent la vie et même en allant jusqu'à adopter la robe comme vêtement.

Dans un entretien tu affirmes que la chasse aux sorcières se poursuit toujours actuellement. Qui sont les hérétiques d'aujourd'hui ?

Il y a depuis plusieurs années des chasses aux sorcières dans différents pays africains, ainsi qu'en Inde, au Népal, en Papouasie-Nouvelle Guinée. Des milliers de femmes ont été assassinées de cette manière, en les accusant de sorcellerie. Et il est clair que, comme aux XVI^e et XVII^e siècles, cette nouvelle chasse aux sorcières est liée à l'extension des rapports capitalistes dans le monde entier. Il est préférable d'avoir des paysans qui luttent les uns contre les autres tandis que dans de nombreux points du monde on assiste à un nouveau processus d'« *enclosure* », avec la privatisation des terres et un énorme pillage des ressources élémentaires de subsistance.

Il existe également des preuves qui indiquent qu'une partie de la responsabilité pour cette nouvelle chasse aux sorcières, qui est à nouveau spécialement dirigée contre des femmes âgées, doit être attribuée à l'œuvre des sectes fondamentalistes chrétiennes, comme le mouvement pentecôtiste. Ils ont de nouveau introduit dans le discours religieux la thématique du diable, ils ont augmenté le climat de suspicions et la peur existante provoquée par la détérioration dramatique des conditions de vie économiques.

« *Omnia sunt communia!* », « *Tout est commun!* », tel fut le cri des Anabaptistes dont la lutte et la défaite, comme tu le racontes dans ton livre, fut effacée par l'Histoire. Ce cri est-il toujours aussi subversif ?

Certainement, car nous sommes en train de vivre une époque de « *sunt omnia privata* » ! Si les tendances actuelles continuent, il n'y aura bientôt plus de trottoirs, de plages, de mers, ni d'eaux côtières, ni de terres, ni de bois auxquels nous pourrions accéder

sans devoir payer avec de l'argent. En Italie, certaines municipalités tentent de faire passer des lois qui interdisent aux gens de déposer leurs essuies sur les rares plages libres restantes, et ce n'est qu'un tout petit exemple. En Afrique, nous sommes témoins des plus grandes appropriations de terres dans l'histoire du continent de la part d'entreprises minières, agro-industrielles, agro-combustibles, etc. La terre africaine est en voie de privatisation et les gens sont expropriés à un rythme qui coïncide avec celle de l'époque coloniale. La connaissance et l'éducation se transforment en marchandises seulement disponibles pour ceux qui peuvent payer et même nos propres corps sont en train d'être brevetés.

Ainsi, l'« *omnia sunt communia* » constitue toujours un idéal radical, bien qu'il faut faire attention à ne pas accepter la forme détournée avec laquelle cet idéal est utilisé, par exemple, par des organisations comme la Banque Mondiale qui, au nom de la préservation de la « communauté globale », privatise les terres et les forêts et expulse les populations qui vivaient d'elles.

Comment pourrait-on aborder la question des biens communs aujourd'hui ?

La question des biens communs c'est de savoir comment créer un monde sans exploitation, égalitaire, où des millions de personnes ne meurent plus de faim au milieu de la surconsommation obscène de quelques-uns, où l'environnement ne soit pas détruit et où la machine n'augmente pas notre exploitation au lieu de la réduire. Tel est, je crois, notre problème commun et notre projet commun : créer un monde nouveau.

Source : <http://blogs.publico.es/numeros-rojos/2013/09/17/entre-viستا-silvia-federici-y-la-caza-de-brujas/>

**Le travail politique avec les femmes et en tant
que femmes dans les conditions présentes :
interview avec Silvia Federici**

*traduction empruntée au blog 'In Limine'
(critique de la valeur et communisation)*

[Une entrevue avec la féministe marxiste italienne, Silvia Federici qui s'articule autour des mesures d'austérité dans les universités, la réponse des étudiants en Californie et la place et l'expérience des femmes au sein de ces mouvements.]

Maya Gonzalez et Caitlin Manning (1) : Vous avez écrit à propos des luttes dans l'université dans le contexte de la restructuration néo-libérale. Ces luttes ont répondu aux tentatives d'enfermer les biens communs de la connaissance. Voyez-vous les luttes de ces dernières années dans l'université comme une continuation de la lutte contre l'enfermement de la connaissance ? Ou comme quelque chose de nouveau ? La crise économique a-t-elle modifié de façon fondamentale le cadre des luttes dans l'université ?

Silvia Federici : Je vois la mobilisation des étudiants qui a été organisée sur les campus nord-américains, en particulier en Californie, comme partie intégrante d'un long cycle de luttes contre la restructuration néolibérale de l'économie mondiale et le démantèlement de l'éducation publique qui a débuté en mi-

lieu des années 1980 en Afrique et en Amérique latine, et s'étend maintenant à l'Europe, comme la révolte étudiante récente l'a démontré à Londres. L'enjeu, dans chaque cas, s'est révélé être plus que la résistance à « l'enfermement de la connaissance. » Les luttes des étudiants africains dans les années 1980 et 1990 ont été particulièrement intenses, car les élèves se sont rendu compte que les coupes budgétaires de l'université demandées par la Banque Mondiale ont marqué la fin du « contrat social » qui a façonné leur relation avec l'État dans la période de la post-indépendance, qui ont fait de l'éducation la clé de la promotion sociale et de la citoyenneté participative. Ils ont également réalisé, surtout en entendant des banquiers mondiaux affirmer que « l'Afrique n'a pas de besoin pour les universités », que derrière les coupes budgétaires, une nouvelle division internationale du travail a été reformulée qui recolonise les économies africaines et dévalorise le travail des travailleurs africains.

Aux États-Unis aussi, l'étripage de l'enseignement supérieur public au cours de la dernière décennie doit être placé dans un contexte social où à la suite de la mondialisation des entreprises peuvent avoir recours à des travailleurs à travers le monde, en instituant la précarité comme une condition permanente de l'emploi, et en appliquant des constantes requalifications. La crise financière aggrave la crise universitaire, projetant les tendances économiques dans le processus d'accumulation et de l'organisation du travail que confrontent les étudiants avec un état de subordination permanente et la destruction continue des connaissances acquises en tant que seule perspective pour l'avenir. En ce sens, les luttes des étudiants d'aujourd'hui visent moins à défendre l'enseignement public que de changer les rapports de force avec le capital et l'État et se réapproprient leur vie.

Nous pouvons faire un parallèle avec la révolte des travailleurs français et des jeunes contre la décision prise par le gouvernement Sarkozy d'allonger la vie professionnelle de deux ans. Nous ne pouvons pas comprendre l'opposition véhémement que cette décision a générée si nous nous concentrons uniquement sur la période de temps que les travailleurs doivent sacrifier afin d'atteindre la retraite. De toute évidence, ce qui a poussé des millions de gens dans les rues a été la prise de conscience que ce qui était

dans la balance c'était la perte de tout espoir pour l'avenir, ce qui est la raison pour laquelle tant de jeunes se sont également joints aux barricades.

Une telle compréhension est ce qui a fait que ce cycle de luttes dans les universités soit différent et leur donne plus ou moins ouvertement une dimension anticapitaliste. Tel est le sens, à mon avis, de la circulation de l'idée de ce qui est commun/en commun dans la rhétorique des mouvements d'étudiants à l'étranger. L'appel à « la communauté du savoir » reflète non seulement une résistance à la privatisation et à la commercialisation de la connaissance, mais la prise de conscience qu'une alternative au capitalisme et au marché doit être construite à partir du présent. Il découle également de la prise de conscience que l'engagement dans un processus collectif de production de connaissances n'est pas possible dans l'environnement académique d'aujourd'hui. La flambée des frais, des cours parfaitement adaptés aux objectifs économiques, des classes surchargées et surmenées, des professeurs sous-payés et précaires – toutes ces conditions dévaluent les connaissances produites dans les universités, appelant à la création de formes alternatives d'éducation et d'espaces où elles peuvent être organisées. Ceci, peut-être, afin de savoir comment nous pouvons commencer à réfléchir à une « politique d'occupation », c'est-à-dire comme un moyen de prendre en charge les espaces nécessaires à la création de nouvelles mises en commun.

Maya Gonzalez et Caitlin Manning : Vous avez beaucoup écrit sur la lutte à propos de l'éducation et la lutte de résistance globale aux mesures d'austérité comme étant des luttes parcourant les lieux de la reproduction sociale plutôt que la production. Que pensez-vous qui soit révélé en concevant les luttes éducatives dans le cadre d'un ensemble plus large de luttes parcourant les lieux de la reproduction sociale ? Et quel genre d'inégalités sociales et d'exploitation du travail demeurent au-delà de la portée de cette approche ?

Silvia Federici : Je voudrais d'abord souligner que le passage de la production à la reproduction dans l'analyse des rapports de classes a été le produit d'une transformation qui, de différentes

manières, a traversé le champ théorique depuis les années 1970, visible aussi bien dans le post-structuralisme que dans la critique néolibérale, de Foucault à Becker. Elle a été impulsée dans ce sens à partir de la pensée féministe sur le travail et de la redéfinition du travail reproductif comme la « partie cachée de l'iceberg » (en reprenant les mots de Maria Mies) sur laquelle est basée l'accumulation capitaliste. Ce changement a eu un puissant effet éclairant qui nous a permis de penser ensemble un ensemble hétérogène d'activités – comme les travaux domestiques, l'agriculture de subsistance, le travail du sexe et le travail des soignants, de l'éducation formelle et informelle – et de les reconnaître comme des moments de la (re)production sociale de la force de travail.

De ce point de vue, nous pouvons regarder les changements qui ont eu lieu dans les universités d'une façon politique. Nous pouvons considérer l'introduction des frais et la marchandisation de l'éducation dans le cadre d'un vaste processus de désinvestissement dans la reproduction de la force de travail. Il s'agit d'une tentative pour discipliner la force de travail de demain, un processus qui a commencé à la fin des années 70 avec l'abolition de l'admission ouverte, et qui était clairement une réponse aux révoltes des années 1960 sur les campus et à l'insubordination dont les jeunes étaient les protagonistes.

Faire de la reproduction le point de vue à partir duquel analyser la relation capital-travail ne devrait pas être considérée cependant comme une opération de totalisation. La reproduction (des individus, de la force de travail) ne doit pas être conçue de manière isolée du reste du capitalisme « des usines ».

Récemment, au lieu de cela, nous avons vu le développement de théories (par exemple, la notion de « production bio-politique » de Negri et Hardt) qui empêchent une vue synoptique sur le champ des rapports capitalistes, en supposant que toute la production peut être réduite à la production de subjectivités, de styles de vie, de langues, de codes et d'information. De cette façon, l'immense lutte qui se déroule à travers la planète, dans les champs, les mines et les usines est perdue, ironiquement au même moment où l'on assiste au cycle international le plus étendu de luttes industrielles (en Chine et dans une grande partie du sud et d'Asie de l'Est) depuis les années 1970.

Maya Gonzalez et Caitlin Manning : La somme d'environ 830 milliards de dollars en prêts étudiants a attiré un peu d'attention récemment dans les médias puisque la dette étudiante totale dépasse maintenant la dette due aux cartes de crédit. Le réseau international d'universitaires et d'éducateurs avec lesquels vous travaillez, Edu-Factory, a fait de la dette d'un point de ralliement pour les luttes universitaires. Comme le souligne Jeffrey Williams, si vous assistez aux cours de l'Ivy League ou d'une coûteuse université privée comparable, vous devrez travailler 136 heures par semaine toute l'année pour être en mesure de se le permettre sans contracter de dette (2). Certains ont dit que l'actuelle crise économique prolongée n'est pas une récession, mais une dépression masquée par de la dette. Comment pensez-vous que la question de l'approfondissement de la dette pourrait se retrouver au cœur d'une lutte ?

Silvia Federici : L'endettement est déjà la cause de luttes, mais jusqu'à présent, du moins aux États-Unis, c'est un combat qui a eu lieu en silence, non détectable, articulé à travers des formes cachées de la résistance, de la fuite, des défauts de paiement, plutôt qu'au travers d'un affrontement ouvert. Le taux de défaut de paiement sur les prêts étudiants du gouvernement fédéral ne cesse d'augmenter, surtout pour les collèves à but lucratif où elle a atteint 11,6 %.

Des discussions avec les élèves ont permis de suggérer que la dette est une question qui tend à être éludée, du moins dans l'immédiat. Beaucoup n'aiment pas en parler. Ce qui pèse sur eux c'est une propagande néolibérale incessante qui dépeint l'éducation comme une question de responsabilité individuelle. Comme l'écrit Alan Collinge dans son *Student Loan Scam* (3), beaucoup ont honte d'admettre qu'ils ont fait défaut sur leurs prêts étudiants. L'idée que (comme les pensions) la gratuité de l'enseignement ne doit plus être un droit social s'infiltrer dans la conscience des nouvelles générations, au moins comme une forme d'intimidation, pour contribuer à bloquer toute tentative de faire de l'abolition de la dette la cause d'un mouvement ouvert.

Pourtant, le réseau Edu-Factory a eu raison de faire de la dette un point de ralliement pour les luttes universitaires. La lutte

contre l'endettement des étudiants a une importance stratégique. Comme le souligne Jeffrey William, la dette est un puissant instrument de discipline et de contrôle et une hypothèque sur l'avenir (4). Lutter contre elle c'est récupérer sa vie, se mettre en rupture avec un système de servitude qui jette une ombre sur la vie des gens pour les années à venir.

Comment construire un mouvement ? Je pense qu'il faudra une longue mobilisation impliquant la coopération de nombreux sujets sociaux. Une campagne d'éducation sur la nature de la dette en tant qu'instrument politique de discipline est une clé pour une telle approche, ainsi que de dissiper l'hypothèse de la responsabilité individuelle et démontrer sa dimension collective. Le moralisme qui s'est accumulée sur la question de l'endettement doit être exposé. L'acquisition d'un diplôme n'est pas un luxe, mais une nécessité dans un contexte où depuis des années l'éducation a été proclamée au niveau institutionnel le plus élevé en tant que ligne de faille entre la prospérité et une vie de pauvreté et de subordination. Mais si l'éducation est un *must* pour un emploi futur, cela signifie que les employeurs sont les bénéficiaires de celle-ci. De ce point de vue, la dette étudiante est un problème que les syndicats devraient prendre en charge, et non uniquement les syndicats universitaires. Les enseignants devraient aussi se joindre à un mouvement pour l'abolition de la dette, car ils sont en première ligne : ils doivent éviter les apparences et s'imaginer que pour l'université, la formation culturelle est essentielle. Pourtant, ils doivent répondre à des exigences de rentabilité, comme les classes surdimensionnées, la suppression de départements, des étudiants surmenés, pratiquant parfois deux ou trois emplois. La dette est aussi un facteur d'unification ; elle est la condition de tout le monde dans la classe ouvrière dans le monde entier. La dette par la carte de crédit, la dette hypothécaire, la dette médicale : à travers le monde, depuis des décennies, chaque coupe dans les salaires et les droits des gens a été faite au nom d'une crise de la dette. La dette, par conséquent, est un signifiant universel et un terrain sur lequel une nouvelle re-composition de la main-d'œuvre mondiale peut commencer.

Maya Gonzalez et Caitlin Manning : L'année dernière,

l'occupation de bâtiments et d'autres types d'action directe ont été critiquées comme étant des stratégies de privilégiés. Comment peut-il y avoir une action directe de masse dans un pays comme les États-Unis où l'État carcéral est si massivement surfinancé et où la répression policière continue de s'abattre d'autant plus lourdement sur les populations racialisées en particulier ou à risque ?

Silvia Federici : Je ne ferai aucun commentaire sur les situations qui se sont développées sur certains des campus de l'UC et le bien-fondé de la décision d'occuper des bâtiments. Je n'ai pas participé à ces événements et les choix de tactiques sont si dépendants du contexte et des rapports de force que les commentaires de mon côté ne seraient pas appropriés. Au lieu de cela, je ferai remarquer que l'action directe de masse a une longue histoire aux États-Unis, illustrée par le Mouvement des Droits Civiques, en dépit de l'existence d'un fonctionnement de la machine répressive institutionnelle à plusieurs niveaux – police, tribunaux, la prison la peine de mort. Le Mouvement des Droits Civiques et plus tard, le mouvement Black Power ont affronté la police, avec leurs canons à eau et leurs chiens, ils se sont confrontés au Ku Klux Klan, à la John Birch Society. Ainsi votre question indique que les gens de couleur ne sont pas tous opposés à des tactiques plus militantes. Pourtant, les différences dans la puissance avec laquelle les élèves de différentes communautés font face à l'autorité universitaire et la police doivent être mises en relief au grand jour et politisées. Les décisions organisationnelles doivent en tenir compte. Cela devrait être le cas, peu importe, si oui ou non les bâtiments sont occupés, en gardant à l'esprit la grande diversité des conditions dans lesquelles les étudiants se trouvent. En plus du risque accru encouru par les personnes issues des communautés de couleur, nous devons également prendre en compte pour plusieurs types de mobilisation les étudiants qui ne peuvent pas se permettre d'être arrêtés parce qu'ils ont des enfants, des familles qui dépendent de leur présence, ou souffrent de maladies et de handicaps qui les empêchent de participer à certains types d'actions. Ce sont des questions d'une importance capitale dans un mouvement, et ils concernent tous les élèves. Être prêt à pro-

téger ceux qui sont confrontés aux conséquences les plus dures et accueillir différents types d'initiatives sont des mesures de la force et de la gravité d'un mouvement, sans sous-estimer, dans le même temps, le fait que les situations de combat sont toujours extrêmement fluides et transformatrices. Et ceux qui n'ont pas participé hier peuvent être les premiers à occuper demain.

Maya Gonzalez et Caitlin Manning : De la Californie à New York, les femmes ont soulevé des inquiétudes sur le fait qu'il y a un sérieux problème avec les relations entre les sexes au sein du mouvement. En dépit de leur implication active, les femmes se sentent marginalisées, elles manquent de confiance dans le cadre du groupe, elles se sentent obligées de s'exprimer. Dans certains cas, elles ont été écartées par des modes sexistes ou masculinistes de prise de parole et d'action (comme dans « l'Action Directe comme Pratique Féministe » [5]). En tant que femmes, nous avons été prises par surprise. Après des décennies de luttes féministes de toutes sortes, nous ressentons maintenant – une fois encore – la nécessité de créer des groupes féministes et de trouver des moyens collectifs d'affronter le patriarcat. Nous trouvons nous-mêmes du mal à ouvrir des espaces tellement nous n'avions pas prévu d'être autant gênées. Dans quelle mesure notre expérience est différente, et dans quelle mesure est-elle semblable à la vôtre dans les années 70 ? Que peut-on apprendre sur le passé de nos expériences dans le présent, et vice versa ?

Silvia Federici : La configuration des relations entre les sexes au sein du mouvement étudiant est très différente aujourd'hui de ce qu'elle était dans les années 60 et 70. Les étudiantes ont beaucoup plus de pouvoir que les femmes de ma génération n'en ont jamais eu. Elles sont majoritaires dans la plupart des classes et se préparent à une vie d'autonomie et de confiance en soi, d'autonomie au moins vis-à-vis des hommes si ce n'est pas du capital. Mais les relations avec les hommes sont beaucoup plus ambiguës et confuses. Une plus grande égalité cache le fait que bon nombre des problèmes soulevés par le mouvement des femmes n'ont pas été résolus, notamment en matière de repro-

duction. Il cache le fait que nous ne sommes pas engagés collectivement dans un projet de transformation sociale en tant que femmes, et que, avec les progrès du néolibéralisme, il y a eu une re-masculinisation de la société. Le truculent langage du masculinisme dans « Nous sommes la crise », le premier article de « After the Fall », est un exemple flagrant de ceci. Je comprends parfaitement pourquoi beaucoup de femmes se sentent menacées plutôt que potentialisées par elle.

Le déclin du féminisme en tant que mouvement social a également signifié que l'expérience de l'organisation collective autour des questions de la femme est inconnu à beaucoup d'élèves de sexe féminin et la vie quotidienne a été dépolitisée. Quelles sont les priorités à choisir, comment concilier le travail rémunéré et la reproduction de nos familles, afin que (apprendre de l'expérience des femmes noires) nous puissions garder quelque chose de nous-mêmes bien à nous, comment aimer et vivre notre sexualité, ce sont là toutes les questions auxquelles les étudiantes doivent maintenant répondre individuellement, en dehors d'un cadre politique et c'est une source de faiblesse dans leurs relations avec les hommes. Ajoutez à cela que la vie scolaire, en particulier au niveau des études supérieures, crée un environnement très concurrentiel où ceux qui ont moins de temps à consacrer à un travail intellectuel sont immédiatement marginalisés, et l'éloquence et la sophistication théorique sont souvent confondues comme une mesure de l'engagement politique.

Une leçon essentielle que nous pouvons apprendre du passé, c'est que, en présence d'inégalités de pouvoir, les femmes doivent s'organiser de façon autonome afin d'être en mesure de nommer les problèmes auxquels elles font face et de gagner en force pour exprimer leur mécontentement et leurs désirs. Dans les années 70, nous avons clairement vu que nous ne pouvions pas parler des questions qui nous concernent, en présence des hommes. Comme les auteures de « l'Action Directe en tant que Pratique Féministe » écrivent de façon si forte, vous n'avez pas besoin d'être « réduites au silence », les configurations du pouvoir mêmes qui nous privent de notre voix nous retirent notre capacité à nommer le travail spécifique de cette puissance. (6)

La façon dont l'autonomie est atteinte peut varier. Nous n'avons

pas à penser à l'autonomie en termes de structures permanentes séparées. Nous nous rendons compte maintenant que nous pouvons créer des mouvements dans les mouvements et des luttes au sein de luttes, mais appeler à l'unité face à des conflits au sein de nos organisations est politiquement désastreux. Ce que nous pouvons apprendre du passé, c'est que par la construction d'espaces féministes autonomes temporaires, nous pouvons rompre avec la dépendance psychologique de la part des hommes, valider notre expérience, construire un discours de contrepoids et fixer de nouvelles normes – comme la nécessité de démocratiser la langue et de ne pas en faire un moyen de l'exclusion.

Je suis convaincu que se réunir en tant que femmes et en tant que féministes est une évolution positive, une condition préalable pour surmonter la marginalisation. Une fois de plus, les femmes dans le mouvement étudiant ne doivent pas laisser l'accusation de « division » les intimider. Plutôt que de semer la discorde, la création d'espaces autonomes est nécessaire pour ramener à la surface toute la gamme des relations d'exploitation par laquelle nous sommes emprisonnés et exposer les inégalités de pouvoir qui, incontestées, condamneraient le mouvement à l'échec.

Maya Gonzalez et Caitlin Manning : En élaborant des réponses féministes à nos difficultés actuelles, nous nous sommes maintes fois engagées dans des moments d'identification déconcertants – parfois aussi agréables – où nous parlions « en tant que femmes » par exemple, ou lorsque nous trouvions des groupes de femmes de lecture. Comment devons-nous réfléchir à ces moments-là, surtout à la lumière des interventions récentes de la théorie féministe qui mettent en évidence les multiples fractures recoupant la collectivité putative des « femmes », ou qui insistent sur l'instabilité et la mutabilité des identités de genre ? Que pourrait-il découler de tels actes d'identification ? Quelle promesse pourraient-ils contenir ? Quel danger ?

Silvia Federici : Je dois commencer par la prémisse que je n'ai jamais rejetée de mon cadre théorique et politique le concept de « femmes ». Pour moi « femmes » est une catégorie politique,

il qualifie une place spécifique dans l'organisation sociale du travail et un domaine des relations antagonistes où le moment de l'identité est sujet à changement continu et à contestation. Il est clair que le concept de « femmes » est un concept que nous devons problématiser, déstabiliser et reconstituer à travers nos luttes. J'ai toujours insisté dans mes écrits sur le fait que c'est une question de priorité pour les féministes d'aborder les différences de pouvoir et de hiérarchies existantes chez les femmes, à commencer par le rapport de force établi par la nouvelle division internationale du travail reproductif. Mais dans la mesure où le genre structure encore le monde, dans la mesure où la dévaluation capitaliste du travail de reproduction se traduit par une dévalorisation des femmes, nous ne pouvons pas écarter cette catégorie, si ce n'est au prix de rendre à peu près inintelligible de vastes zones de la vie sociale et de perdre un terrain crucial de résistance collective au capitalisme.

L'identification en tant que femmes contient la possibilité de comprendre les origines, le fonctionnement et les politiques des mécanismes d'exclusion et de marginalisation que de nombreuses élèves de sexe féminin ont connus de façon évidente au cours des occupations en Californie et à New York. Il s'agit d'un moyen d'analyse qui nous permet de déchiffrer pourquoi et comment la domination masculine soutient la structure de pouvoir et de faire resurgir à la surface un monde d'expériences qui, autrement, resteraient invisibles et anonymes.

Reconnaître les aspects de l'expérience en tant que femmes qui constitue une base de subordination aux hommes, tout en étant en même temps confrontées aux différences de pouvoir entre les femmes elles-mêmes est aujourd'hui, comme par le passé, l'un des principaux défis faisant face aux féministes et aux militants de tout mouvement social. Dans le même temps, l'identification contient de nombreux risques. Le plus insidieux, peut-être, est l'idéalisation des relations entre femmes, ce qui nous expose aux plus âpres désillusions. C'est un problème auquel les femmes de ma génération étaient particulièrement vulnérables, tellement le féminisme nous est d'abord apparu comme la terre promise, notre « chez nous » tant attendue, comme un espace de protection dans lequel rien de négatif ne pourrait jamais nous arriver. Nous avons

découvert que faire un travail politique auprès des femmes, en tant que femmes, ne nous épargne pas des luttes de pouvoir et des actes de « trahison » que nous avons si souvent rencontrés dans les organisations dominées par les hommes. Nous venons de mouvements avec toutes les cicatrices que la vie dans le capitalisme a imprimées sur nos corps et nos âmes, et ceux-ci ne disparaissent pas automatiquement parce que nous travaillons parmi des femmes. La question n'est cependant pas de s'enfuir du féminisme. Cette question du sexe et du genre est une leçon politique dont on ne peut renoncer. Nous ne pouvons pas nous opposer à un système qui a construit son pouvoir en grande partie sur la division raciale et de genre en luttant comme désincarnés, en tant que sujets universels. La question est plutôt de savoir quels sont les formes d'organisation et les moyens de la responsabilité que nous pouvons construire qui pourraient empêcher les différences de pouvoir entre nous d'être reproduites dans notre lutte.

Maya Gonzalez et Caitlin Manning : Comme vous le savez, les questions de genre auxquelles nous avons été confrontées semblent être particulièrement prononcées dans les cercles insurrectionnels ou « occupationnistes ». Peut-on situer cette tendance dans l'histoire de la gauche radicale traditionnellement dominée par les hommes ? Comment se situent quelques-unes des récentes interventions féministes en tant que parties de l'histoire des revendications de femmes dans les politiques et tactiques radicales ?

Silvia Federici : Je ne peux que formuler des hypothèses étant donné que ma connaissance des « politiques occupationniste » est principalement dérivée de la lecture de *After the Fall*. Je vais donc commencer par faire remarquer que la prise de contrôle des bâtiments et le fait de les occuper, en tant que tactique, a une longue tradition dans l'histoire mondiale des luttes. La grève légendaire de 1937 à Flint Michigan était une grève « sur le tas ». La renaissance du Mouvement Amérindien dans les années 1960 a commencé avec la prise de contrôle d'Alcatraz. Et les étudiants d'aujourd'hui à travers le monde se livrent à des « occupations » afin de rendre visibles leurs protestations et d'empêcher le statu quo de l'emporter.

Le problème, je crois, survient lorsque ces actions deviennent une fin en soi, réalisée, comme les déclarations « Nous sommes la crise », « sans raison ». Car dans ce cas, en l'absence de tout objectif articulé, ce qui vient à l'avant-plan tend à être la glorification de la prise de risque. La question plus large est la persistance du sexisme dans la politique radicale d'aujourd'hui : c'est le fait que, comme dans les années 60, la politique radicale continue de reproduire la division sexuelle du travail, avec ses hiérarchies entre les sexes et les mécanismes d'exclusion, plutôt que de la subvertir.

Nous faisons certainement face à une situation différente de celle décrite par Marge Piercy dans « *The Grand Coolie Damn* », qui dépeint le rôle des femmes dans le mouvement antiguerre comme celui de ménagères politiques. Mais ce qui a été atteint est une situation d'égalité formelle qui cache la dévaluation continue des activités de reproduction dans le contenu, les objectifs et les modalités de l'action radicale. Des questions cruciales comme la nécessité des soins aux enfants, la violence masculine contre les femmes, la responsabilité plus générale des femmes envers la reproduction, ce qui constitue la connaissance et les conditions de sa production, ne sont toujours pas une partie importante du discours radical. Ceci est la base matérielle des attitudes sexistes. Nous avons besoin d'un mouvement radical qui programmatiquement place au centre de sa lutte l'éradication des inégalités sociales et l'éradication des divisions entre production et reproduction, l'école et la maison, l'école et la communauté, inhérente à la division capitaliste du travail. J'espère que je ne vais pas être accusé de parti pris sexiste si je dis que c'est avant tout la tâche des femmes de s'assurer que cela se produira. La libération commence à la maison, quand ceux qui sont opprimés prennent leur destin en mains.

Le défi face au sexisme et au racisme ne peut pas compter sur ceux qui en bénéficient au moins à court terme, bien que les hommes ne devraient pas être exonérés de la responsabilité de s'opposer aux relations inéquitables. En d'autres termes, il ne faut pas s'attendre à ce que, parce que nous sommes dans un cadre radical, les forces qui façonnent les relations entre les hommes et les femmes dans la société en général n'aient aucun effet sur notre vie politique. C'est pourquoi, malgré le bond du nombre d'étudiantes dans les salles de classe, les termes de la présence

des femmes sur les campus et dans les groupes radicaux n'ont pas changé qualitativement. Ce qui a prévalu, au contraire, a été l'idéologie néolibérale de l'égalité des chances qui a validé les hiérarchies de genres et de races au nom du mérite et valorisé les qualités sociales nécessaires à la concurrence sur le marché du travail. Ce sont toutes essentiellement des attributions traditionnelles de la masculinité : l'auto-promotion, l'agressivité, la capacité de cacher sa vulnérabilité. Je ne soulignerais jamais assez que la politique radicale ne peut réussir que si nous remettons en question l'existence de ces attitudes dans notre milieu. Il est temps, alors, que la vision plus large de transformation que le féminisme promulguait au moins dans sa phase initiale radicale, avant d'être inclus dans un programme néo-libéral/institutionnel, soit revitalisée. Cette fois, cependant, nous devons lutter pour l'éradication non seulement de la hiérarchie entre les sexes, mais de toutes les relations inégales de pouvoir dans nos écoles, et dans ce processus redéfinir aussi ce qu'est la connaissance, qui est un producteur de connaissances, et comment un travail intellectuel peut soutenir une lutte de libération plutôt que de fonctionner comme l'instrument de division sociale.

Silvia Federici est une militante féministe de longue date, enseignante et écrivaine. Ses œuvres publiées comprennent : *Caliban and the Witch: Women, the Body, and Primitive Accumulation* (New York : Autonomedia, 2004) [dont les éditions Senonewero préparent une traduction à paraître prochainement NDA] et *A Thousand Flowers: Social Struggles Against Structural Adjustment in African Universities*, co-éditeur (Trenton, NJ: Africa World Press, 1999).

Maya Gonzalez est une communiste et révolutionnaire féministe vivant dans la Bay Area. Elle est une étudiante diplômée du département d'histoire de la conscience à l'UC Santa Cruz. Son travail est paru dans EndNotes.

Caitlin Manning est une cinéaste et professeure agrégée de cinéma et de vidéo à la California State University, Monterey Bay.

NOTES

1. Avec les contributions de Aaron Benanav, Amanda Armstrong, Chris Chen, et Zhivka Valiavicharska.
2. Williams, Jeffrey J. « La pédagogie de la dette. » Vers une Université globale autonome. New York : Autonomedia, 2009. 89-96.
3. Collinge, Alan. L'escroquerie de prêts aux étudiants : la dette la plus oppressive dans l'histoire américaine, et comment nous pouvons nous défendre (Boston, MA : Beacon Press, 2009).
4. Williams, Jeffrey J. « l'endettement des étudiants et L'esprit de la convention de. » Éditorial. Magazine Dissent (automne 2008); Web. 27 Novembre 2010. <http://www.dissentmagazine.org/article/?article=1303>.
5. Armstrong, Amanda, Kelly Gavel, Alexandrie Wright, et Zhivka Valiavicharska, « Action directe en tant que pratique féministe : Une convergence d'urgence, » Réclamations 2 (Avril 2010). Web. 27 Novembre 2010. http://www.reclamationsjournal.org/issue02_feministas.html.
6. Ibid.

Source : <http://libcom.org/library/political-work-women-women-present-conditions-interview-silvia-federici>

« La chaîne de montage commence à la cuisine, au lavabo et dans nos corps »

[*En parallèle de la parution en français de « Caliban and the witch », aux Éditions Senonevero (à venir en 2013)*]

Un entretien avec Silvia Federici

Silvia Federici est professeure à la Hofstra University de New York et militante féministe depuis les années 1960. Son œuvre aborde la philosophie et la théorie féministe, l'histoire des femmes ou, plus récemment, l'impact des politiques du FMI et de la Banque mondiale en Afrique qu'elle a pu étudier de près après un long séjour au Nigeria. Mais Federici est surtout connue pour ses études détaillées sur les processus d'expropriation des corps et des savoirs, sur l'histoire de la chasse aux sorcières et sur les questions reproductives. Ce sont les thèmes qui sont au cœur de son ouvrage : « Caliban and the Witch : Women, the Body and Primitive Accumulation ». (Caliban et la sorcière : Femmes, corps et accumulation primitive : édition anglaise, 2004, édition espagnole, 2010). Certaines personnes estiment qu'il s'agit de la partie non écrite du Capital de Marx, ce qu'elle réfute en disant que s'il en était ainsi, elle ne ferait qu'ajouter des choses alors qu'il s'agit de les repenser. Entretien réalisé par Manel Ros pour le journal *En Lucha*.

Pourquoi écrire un livre sur les sorcières et sur la chasse aux sorcières ?

Ce livre sur les sorcières est né à partir de recherches que j'avais commencées dans les années 1970 et qui étaient liées aux débats qui se déroulaient à l'époque au sein du mouvement des femmes. Ces débats concernaient l'origine de la discrimination des femmes, les raisons des positions différentes qu'occupent les femmes dans la société capitaliste par rapport aux hommes. Je voulais avant tout comprendre pourquoi les femmes étaient toujours discriminées. J'avais une théorie à ce sujet, mais j'étais intéressée à démontrer que cette discrimination ne reposait pas sur la tradition, mais qu'elle s'était construite, de facto, dans la société capitaliste. Autrement dit, le patriarcat n'est pas un héritage du passé, il a au contraire été refondé par le capitalisme.

Je développe l'idée que le capitalisme a une organisation du travail caractérisée par deux aspects : la production de marchandises et la production de forces de travail pour le marché. Les femmes réalisent la production de la force de travail et leur discrimination provient du fait que ce fait a été rendu invisible. Ainsi, le pouvoir social, aussi limité soit-il, qu'a un travailleur masculin du fait qu'il touche un salaire et que son travail est reconnu, est par contre nié aux femmes.

Si nous analysons le capitalisme sous l'angle du travail, en incluant le travail non salarié, nous pouvons alors comprendre que le rapport salarial est beaucoup plus complexe que seul travail salarié. Le rapport salarial comprend également des mécanismes d'exclusion, il intègre, comme le disait Marx, des mécanismes d'exploitation du travail non salarié.

D'une certaine manière, dans le cas des femmes, ce travail est le plus important parce qu'il crée les personnes qui travaillent. On ne peut pas produire des voitures sans producteurs. Ainsi, nous disons que la chaîne de montage commence à la cuisine, au lavabo, dans nos corps. Le capitalisme a bien compris cela, car c'est le système d'exploitation qui, plus qu'aucun autre, a accordé le plus d'importance au travail. Il est clair que, dans ce système, les femmes constituent le sujet productif le plus important, mais, pour maintenir cette production la plus bon marché possible,

ce travail a été rendu invisible. J'ai voulu étudier l'histoire pour tenter de comprendre cela, en commençant par le XIXe siècle et ensuite plus loin encore dans le passé où j'ai croisé la chasse aux sorcières.

Qu'as-tu découvert en étudiant le phénomène de la chasse aux sorcières ?

Ce fut un choc parce que je connaissais les histoires de sorcières, mais c'est depuis toujours un thème où il était difficile de connaître la part de la réalité et de la fantaisie. Mais, quand j'ai commencé à l'étudier et à mener des recherches, je me suis rendu compte que j'abordais un phénomène extrêmement important et qui s'est déroulé de manière simultanée avec les processus d'« enclosure » (expropriation des terres des paysans anglais à partir des XVI^e et XVII^e siècles, ndlr.), d'expulsion des paysans de leurs terres, de colonialisme et de trafic d'esclaves.

Tout cela m'a fait réaliser que le phénomène de la chasse aux sorcières a été fondamental pour le développement de la société capitaliste, et qu'il constitue même l'un de ses fondements les plus importants. Il est intéressant de remarquer que ces processus reposent sur l'extermination : les massacres des colonisés, des Africains, qui ont souffert de la traite d'esclaves, sont parallèles aux massacres des sorcières.

J'ai compris que ces phénomènes étaient liés et qu'ils ont fait partie de l'accumulation capitaliste, de la constitution de la classe ouvrière, de la force de travail. C'est avec cette perspective que j'ai analysé la chasse aux sorcières, ce qui m'a amenée sur des chemins très différents. J'ai commencé à comprendre que le développement du capitalisme, tel qu'il fut décrit par Marx, devait être non pas réécrit, parce que l'analyse de Marx est très juste et puissante – en plus d'être très utile aujourd'hui –, mais qu'il y avait une autre histoire que Marx n'avait pas vue.

Tu as beaucoup étudié Marx et tu le cites souvent dans ton livre, mais tu insistes sur le fait qu'il n'a pas vu l'histoire du point de vue des femmes. Que peut-on apprendre de Marx et que devons-nous reformuler ?

Pour moi, le plus important de Marx est sa théorie sur l'exploitation, l'importance qu'il accorde au salaire, pas seulement ce qu'il signifie en terme monétaire, mais aussi ce qu'il signifie en terme d'organisation de la société, des rapports de production, non seulement dans les usines, mais aussi dans la production sociale.

Son explication de l'accumulation primitive du capitalisme reste toujours fondamentale. Marx nous est encore utile pour expliquer aujourd'hui ce qui se passe dans le développement du capitalisme, mais son œuvre repose sur l'idée que le travailleur salarié serait le sujet révolutionnaire et que c'est sur le terrain du travail salarié qu'aurait lieu la lutte pour la transformation du monde et pour la transition au communisme.

Mais Marx n'a pas approfondi la connaissance du processus de production de la force de travail dans le capitalisme. Si nous lisons le premier Livre du *Capital* sur la théorie de la plus-value où il décrit la production de la force de travail, nous constatons que la manière dont il le fait est extrêmement réduite et limitée. Pour Marx, la production de la force de travail est totalement insérée dans la production de marchandises. Le travailleur a un salaire, avec ce dernier il achète des marchandises qu'il utilise et qui lui permettent de se reproduire, mais en aucun cas il ne sort du cercle de la marchandise. En conséquence, tout le domaine du travail reproductif, qui a une importance tellement vitale pour les sociétés capitalistes, toute la question de la division sexuelle du travail est totalement absente. Il est important de souligner que l'analyse de tous ces domaines ne signifie pas qu'il faut inclure un cinquième chapitre au premier Livre du *Capital*.

De fait, on dit que ton livre est la partie non écrite du *Capital* de Marx...

Je crois que s'il en était ainsi on ne ferait qu'ajouter des choses alors qu'il s'agit de les repenser globalement, comme un tout. Je dis toujours que ce que j'ai tenté de faire ce n'est pas d'écrire l'histoire des femmes dans le capitalisme, mais l'histoire du capitalisme à partir du point de vue des femmes et de la reproduction, ce qui est différent. Si tu écris l'histoire des femmes dans le capitalisme, c'est comme s'il y avait des choses parallèles : d'un côté l'histoire

des hommes et maintenant l'histoire des femmes.

Par contre, écrire l'histoire du capitalisme et de ses origines à partir du point de vue de ce qui arrive aux femmes, de ce qui se passe avec la reproduction – qui sont étroitement connectées l'une à l'autre – permet de repenser l'ensemble à partir d'une autre perspective. Le travail salarié contractuel dans le capitalisme s'est accompagné d'une immense quantité de travail non libre, non salarié et non contractuel. C'est en tenant compte de cet élément qu'on comprend pourquoi, à travers toute l'histoire du capitalisme, existent des formes continues de colonisation, tout comme des formes différentes d'esclavage.

Analyser et comprendre que le travail non libre et non salarié est fondamental, et qu'il n'a pas seulement comme objectif d'extraire de la richesse des travailleurs, mais qu'il s'agit aussi d'une manière d'organiser la société, est très important. La survivance des rapports non libres est quelque chose de fondamental et fait partie du code génétique des sociétés capitalistes. Analyser le capitalisme du point de vue de la reproduction, ce que j'appelle la reproduction de la force de travail, a été très important pour parvenir à comprendre le capitalisme, et cela on ne le trouve pas chez Marx.

Pour revenir à ton livre, tu affirmes qu'au Moyen Âge, la division du travail n'impliquait pas nécessairement l'oppression des femmes...

Dans de nombreuses sociétés, avant les processus de colonisation, les hommes et les femmes avaient des tâches différentes, il existait donc une division des tâches. De fait, dans de nombreuses sociétés, par exemple au Nigeria, les hommes et les femmes travaillaient dans l'agriculture et chacun plantait des choses différentes et s'organisait de manière différente pour ce faire. Dans certains cas même, les hommes et les femmes utilisaient des mots qui leur étaient propres. En conséquence, les femmes ne dépendaient pas des hommes, elles avaient accès à leurs propres récoltes et les utilisaient pour leur auto subsistance si cela était nécessaire.

Ainsi, le fait de réaliser des tâches différentes n'implique pas automatiquement des degrés de pouvoir différents. La question

est : quelles valeurs sont associées à ces différences ? Nous avons eu beaucoup de débats dans le mouvement féministe sur le type de société que nous voulions. Souhaitons-nous une société où l'on n'utilise plus les catégories d'homme ou de femme ? Ou voulons-nous une société où existerait encore d'une certaine manière, non pas une spécialisation, mais bien une différenciation puisque les femmes ont la capacité d'avoir des enfants ? Selon moi, les différences ne sont pas un problème, le problème c'est leur hiérarchisation. Cette dernière fait que les différences deviennent une source de discrimination, de dévaluation et de subordination. Il n'est pas nécessaire de construire une société où il n'y aurait pas de différences, nous pourrions peut-être même dire que certaines différences sont bonnes.

Tu parles aussi de la manière dont l'accumulation primitive du capital fut également l'accumulation et la division des différences, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi quant au genre, à l'ethnie et à l'âge.

Marx a répété que quand on parle de l'accumulation primitive, ce dont on parle réellement c'est de l'accumulation du travail. Ce que fait le capital dans sa première phase de développement, c'est l'accumulation de la classe ouvrière. Un autre aspect de l'accumulation primitive est la division, l'accumulation de la division, qui constitue un moment fondateur du racisme et du sexisme.

J'ai toujours insisté sur l'importance de ces questions. Le fait que le capitalisme puisse organiser différents régimes de travail (salarier, non salarier, libre, esclavagiste...) a été l'une des armes les plus puissantes qu'il a utilisées pour contenir les processus révolutionnaires. Premièrement, parce que cela divise les gens, ensuite parce qu'il peut utiliser certains groupes à qui il délègue du pouvoir, par exemple en déléguant du pouvoir aux hommes afin de contrôler le travail des femmes.

À travers le salariat, le capitalisme a pu occulter de nombreux domaines d'exploitation, comme le travail domestique, et les faire paraître comme « naturels ». La construction idéologique des différences est étroitement liée à la production matérielle. Ainsi se créent différentes formes d'invisibilités, en divisant les gens et

en les dressant les unes contre les autres. L'habileté du capitalisme à externaliser et à diviser le travail a été très grande. Si nous prenons, par exemple, un ordinateur, on ne sait pas exactement quelle quantité de travail et quel type de travail ont été nécessaires pour le construire. Dans un ordinateur, il y a beaucoup de travail manuel réalisé au Congo pour creuser dans les mines, pour extraire le lithium, etc. Telle est la division du travail, la construction des différences.

Source' : Espace' contre' ciment.

Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle division internationale du travail

Silvia Federici

[Silvia Federici propose ici de réorienter l'agenda féministe dans les pays du Nord. En pointant les limites d'une approche exclusivement fondée sur les droits des femmes ou la prévention des violences sexistes, elle invite à remettre au centre de l'attention les effets de la nouvelle division internationale du travail. Loin de se résumer à une relocalisation des industries au Sud, cette nouvelle division du travail impose aux femmes des pays du Sud de réaliser une partie croissante du travail reproductif nécessaire des pays du Nord. En pointant cette hiérarchie mondiale, Federici souligne combien le mouvement féministe contemporain ne pourra faire l'impasse sur les nouvelles divisions parmi les femmes s'il entend rester un mouvement émancipateur.]

Introduction

« Partant du constat que le patriarcat et l'accumulation à l'échelle mondiale constituent le cadre idéologique à l'intérieur duquel la réalité actuelle des femmes est inscrite, le mouvement féministe dans le monde ne peut faire autrement que défier ce cadre, en même temps que la division sexuelle et internationale du travail qui lui est liée. »

– Mies, 1986. *Patriarcat et accumulation à l'échelle mondiale*

« ... le développement capitaliste a toujours été non durable à cause de son impact humain. Pour comprendre ce point, il nous suffit d'adopter le point de vue de ceux qui ont été et continuent d'être tués par lui. Le corollaire du capitalisme à sa naissance était le sacrifice d'une grande partie de l'humanité — extermination de masse, la production de faim et misère, esclavage, violence et terreur. Sa poursuite implique les mêmes corollaires. »

– M. Dalla Costa, 1995, *Capitalisme et reproduction*

On admet généralement que dans les deux dernières décennies le mouvement de libération des femmes a acquis une dimension internationale, étant donné la formation de groupes et mouvements féministes dans toutes les parties du monde et le développement mondial de réseaux et initiatives féministes, dans le sillage des conférences mondiales sur les femmes organisées sous l'égide des Nations Unies. Il semble ainsi y avoir aujourd'hui une plus large compréhension des problèmes rencontrés par les femmes dans les différents pays qu'à aucune autre époque dans le passé. Cependant, si nous examinons les perspectives qui inspirent les politiques féministes aux États-Unis et en Europe, nous devons conclure que la plupart des féministes n'ont pas encore pris en compte les changements produits par la nouvelle économie globale¹ sur les conditions des femmes, ou n'en ont pas encore reconnu les implications pour les organisations féministes. Beaucoup de féministes oublient en particulier de mentionner que la restructuration de l'économie mondiale est responsable non seulement de la propagation globale de la pauvreté, mais aussi de l'émergence d'un nouvel ordre colonial qui accentue les divisions entre femmes, et que c'est ce nouveau colonialisme qui doit être une cible principale des luttes féministes si ce que l'on recherche est véritablement la libération des femmes. Présentement, et même si la plupart des féministes aux États-Unis et en Europe se sentent concernées par les enjeux globaux, une telle prise de conscience fait défaut. C'est pourquoi même ceux qui ont une attitude critique face à l'économie mondialisée et aux politiques des agences internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) se contentent souvent de positions réformistes qui condamnent la discrimination fondée

sur le genre, mais laissent intacts les problèmes structurels liés à l'hégémonisme global des relations capitalistes. Beaucoup de féministes par exemple déplorent la « charge inégale » que l'ajustement structurel et les autres programmes d'austérité imposent aux femmes (Beneria et Feldman éditeurs 1992 ; Elson 1992 ; Bakker 1994), et recommandent que les agences de développement soient davantage attentives aux besoins des femmes, ou encouragent la participation des femmes aux « programmes de développement ». Plus rarement elles s'opposent ouvertement aux programmes eux-mêmes, ou aux agences qui les imposent, ou reconnaissent le fait que la pauvreté et l'exploitation économiques sont, à travers le monde, aussi un destin masculin. Une autre tendance consiste à penser les problèmes rencontrés par les femmes internationalement en termes de « droits de l'homme », et donc de privilégier la réforme légale comme terrain premier de l'intervention gouvernementale, une approche qui à nouveau omet d'affronter l'ordre économique international et l'exploitation économique sur laquelle il repose. De surcroît, le discours sur la violence faite aux femmes a généralement porté sur le viol et la violence domestique, suivant en cela la ligne développée aux Nations Unies, tout en ignorant souvent la violence structurelle inhérente à la logique d'accumulation capitaliste : la violence des politiques économiques qui condamne des millions de femmes, d'hommes et d'enfants à la misère, la violence qui accompagne les expropriations territoriales exigées par la Banque Mondiale pour ses « projets de développement » et, non la moindre, la violence des guerres et des programmes anti-insurrectionnels qui, dans les années 1980 et 1990, ont ensanglanté presque chaque coin du globe et qui représentent l'autre face du développement.

Comme je l'ai laissé entendre, une des principales limites des politiques féministes contemporaines est qu'elles n'ont pas leurs racines stratégiques dans une analyse des changements des conditions matérielles de la vie des femmes, qui se sont produits depuis la fin des années 1970, comme étant la conséquence de la restructuration du monde économique et de la division internationale du travail. Nous avons beaucoup d'études de cas détaillant l'appauvrissement subi par les femmes à travers le monde et les nouvelles formes d'exploitation auxquelles elles sont soumises. Ce qui

manque souvent, pourtant, c'est une analyse générale des façons dont le travail des femmes, et en particulier le travail de reproduction, a été internationalement restructuré et des implications de cette restructuration sur la possibilité d'un mouvement féministe international. Voilà les questions que je pose dans cet essai.

Je vais d'abord montrer que l'économie globale et la nouvelle division internationale du travail sont enracinées dans la crise de la reproduction sociale qui a été provoquée, dans le Tiers-Monde, par les stratégies adoptées par le capital international depuis la fin des années 1970. Des millions de personnes, en Afrique, en Asie et en Amérique latine ne seraient en effet pas devenues dépendantes de l'économie mondiale pour leur survie si elles n'avaient pas perdu tous leurs moyens de subsistance à la suite d'une guerre ou d'un « ajustement économique ». Deuxièmement, la paupérisation du Tiers-Monde a permis une réorganisation internationale de la reproduction qui transfère du « Nord » au « Sud » une part importante du travail requis pour la reproduction de la main-d'œuvre employée dans les métropoles. Cela signifie que les femmes du Tiers-Monde sont désormais « intégrées » dans l'économie mondiale comme productrices de forces de travail qui vont être utilisées et « consommées » dans les régions industrialisées du monde, en plus de leur fonction de productrices de biens pour l'exportation. Enfin, je prétends que ces processus ont ouvert une crise dans les politiques féministes du fait qu'ils ont introduit de nouvelles divisions et hiérarchies au sein des femmes qui consolident les mécanismes de l'exploitation féminine. C'est là une crise qui doit être considérée comme politiquement prioritaire si le féminisme international des « métropoles » porte réellement un projet de libération des femmes et n'est pas seulement un véhicule pour perpétuer la « rationalisation » de l'ordre économique mondial.

La nouvelle division internationale du travail (NDIT)

Pour évaluer les conséquences de la nouvelle division internationale du travail (NDIT) sur les conditions des femmes, il est nécessaire de reconsidérer ce que nous entendons par ce concept. La théorie conventionnelle donne une vision partielle des changements qui se sont produits sur ce terrain : la NDIT est géné-

ralement identifiée avec la restructuration de la production des marchandises qui a débuté au milieu des années 1970, lorsqu'en réponse à l'intensification des conflits liés au travail, les entreprises multinationales ont commencé à relocaliser dans les pays en développement une partie de leurs équipements industriels, surtout dans les secteurs à forte intensité de travail comme le textile et l'électronique. La NDIT est ainsi assimilée à la formation de zones de libre-échange (ZLE) – des zones industrielles libres de toute régulation et organisées pour la production orientée vers l'exportation – et à la capacité acquise par les sociétés transnationales (TNCs) de restructurer leurs activités productives sur la base d'une véritable « chaîne de montage globale » (Michalet 1976 ; Nash et Fernandez-Kelly eds 1983 ; Grunwald et Flamm 1985 ; Alger 1988 ; Ward 1990 ; Carnoy e.a. 1993).

C'est sur la base de cette théorie que médias et planificateurs économiques ont relancé le mythe du capitalisme « grand égalisateur » et « promoteur de l'interconnexion », cette fois supposé accompli à l'échelle planétaire. Selon cette argumentation, nous assistons à l'industrialisation du Tiers-Monde. Ce processus (on nous l'affirme) va d'une part éliminer les hiérarchies qui ont historiquement caractérisé la division internationale du travail et aura, d'autre part, un impact positif sur la division sexuelle du travail. Car les femmes, qui forment le gros de la force de travail dans les zones de libre-échange, sont censées tirer un bénéfice de leur engagement dans le travail industriel en acquérant une nouvelle indépendance et les compétences nécessaires pour être compétitives sur le marché international du travail (Lim 1983 : 81).

Bien qu'acceptée par les économistes néolibéraux, cette théorie n'a pas été exempte de critiques. Dans *The New Helots* (1987), Robin Cohen remarquait déjà que les mouvements de capitaux du « Nord » vers le « Sud » n'étaient pas quantitativement suffisants pour justifier l'hypothèse d'une « nouvelle » division internationale du travail. Et de fait, vers la fin des années 1980, seuls 14 % des activités productives étaient situés dans les « pays en développement », et le « boom » industriel était concentré dans quelques zones seulement : Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan, Mexique (Cohen 1987 : 242-243 ; Guelfi 1985 : 142). Il est aussi devenu évident que la mise en place de zones de libre-échange ne

développe pas par nature les bases industrielles des pays concernés, ni n'a d'effet évident sur l'emploi, alors qu'elle pompe de toute façon les ressources locales (Nash et Fernandez-Kelly eds., 1983). Quant aux femmes employées dans les zones de libre-échange, leurs organisations ont souvent dénoncé le fait que leur travail est une forme de « sous-développement », si ce n'est une forme cachée d'esclavage, tant du point de vue des revenus que des savoir-faire technologiques qu'il leur procure (McAfee 1991, pp. 87-89 ; Sistren 1986)². Comme nous le savons, les salaires dans les zones de libre-échange sont maintenus en dessous du minimum vital et sont plusieurs fois inférieurs aux salaires minimums en vigueur dans les pays industrialisés³ ; de plus, les femmes employées dans ces zones sont forcées de travailler de longues heures dans des conditions de sécurité très précaires, elles sont persécutées quand elles tentent de s'organiser et sont sujettes à de constants abus, comme des fouilles corporelles quotidiennes pour vérifier qu'elles ne font rien sortir de l'usine, l'assujettissement à des contrôles de maternité obligatoires pour s'assurer qu'elles ne sont pas enceintes et entravent la production (Comité National du Travail 1995), ou de cruelles interdictions de déplacements. Dans ces zones « libres », les femmes sont souvent enfermées, pour s'assurer qu'elles vont remplir leurs « quotas », de sorte que, pendant des heures et des heures, elles ne peuvent pas prendre de pause de leur travail, qui parfois se prolonge dans la nuit. En conséquence, tant au Mexique qu'en Chine, des centaines d'entre elles ont péri parce qu'elles n'ont pas pu s'enfuir de bâtiments qui étaient secoués par un tremblement de terre ou pris par un incendie⁴.

Ce ne sont pas là pourtant les principales raisons pour lesquelles la théorie conventionnelle sur la nouvelle division internationale du travail devrait être corrigée. Il est plus important de noter que la seule zone de travail et d'activité économique que la théorie conventionnelle reconnaisse est la production de biens, et qu'elle ne porte aucune attention sur la reproduction en dépit du fait que, depuis deux décennies, les féministes attirent l'attention sur le rôle crucial de ce processus pour l'accumulation du capital. Ainsi, la théorie conventionnelle sur la NDIT n'a pratiquement rien à dire sur les changements macroscopiques que l'expansion des relations capitalistes a provoqués dans le domaine de la repro-

duction de la force de travail et des conditions de reproduction sociale dans le Tiers-Monde. Significativement, le seul aspect de la reproduction mentionné par les théoriciens de la NDIT est l'impact du travail dans les zones de libre-échange sur la situation familiale des femmes et la gestion du travail domestique. Ceci n'est pourtant qu'un aspect d'un processus plus large qui a dévasté les vies humaines à travers le monde, et sans lequel l'établissement de zones de libre-échange et la restructuration de la division internationale du travail n'auraient pas été possibles.

Si l'on observe la globalisation de l'économie et la NDIT du double point de vue de la production et de la reproduction, on arrive à une compréhension très différente de ce que ces deux développements représentent et des mécanismes et politiques qui en sont à la base. On remarque d'abord que l'expansion des relations capitalistes s'appuie, aujourd'hui comme hier (pas moins qu'au temps des *enclosures*⁵ en Angleterre, de la « *conquista* » des Amériques ou du commerce transatlantique d'esclaves) sur la séparation des producteurs de leurs moyens de (re) production. Cela signifie que l'économie globale est construite sur une restructuration majeure de la reproduction sociale et des rapports de classe à travers le monde, restructuration conçue pour détruire toute activité économique qui n'est pas orientée vers le marché, en commençant par l'agriculture de subsistance, et qui a mené à la formation, dans toutes les parties du Tiers-Monde, d'un prolétariat privé de tous moyens de reproduction et ainsi forcé de dépendre pour sa survie des relations monétaires, quand bien même, le plus souvent privé de tout accès à un revenu monétaire.

Telle est la situation qui a été créée par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) dans une grande partie de l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud, par le biais de la « crise de la dette », des programmes d'ajustement structurel et des politiques de libéralisation économique qui, combinés, sont le pilier du nouvel ordre économique mondial, précisément parce qu'ils ont privé des millions de gens de tout revenu et moyens de reproduction et les ont forcés à dépendre du marché international du travail et à s'y bagarrer.

Si l'on observe la NDIT du point de vue de ces politiques économiques, on voit aussi une image très différente de celle projetée

par les avocats du Nouvel ordre mondial⁶. Les conséquences dévastatrices de ces politiques sur les populations concernées sont maintenant si abondamment documentées – et sans équivoques – que même la Banque mondiale a dû reconnaître de possibles erreurs. Ce qu'il faut cependant souligner est le fait que ces politiques ont sapé les conditions de reproduction sociale dans une grande partie du Tiers-Monde et gommé la plus importante réalisation des luttes anticoloniales, à savoir l'engagement des nouveaux États indépendants à investir dans la reproduction du prolétariat national. Elles ont aussi mené à un état de pauvreté généralisée qui n'a pas de précédent dans la période postcoloniale.

La crise de la reproduction sociale dans le Tiers-Monde est la conséquence directe des coupes massives dans les dépenses sociales gouvernementales, des dévaluations monétaires à répétition, des blocages de salaires, des politiques de libéralisation et de privatisation, qui constituent le cœur de l'ajustement structurel et du néolibéralisme. À ne pas oublier, comme partie intégrante de ces politiques, les continues expropriations de terres qui se poursuivent dans beaucoup de régions du Tiers-Monde comme corollaire de la commercialisation de l'agriculture et de la privatisation des relations de propriété du sol, et en raison de l'institutionnalisation croissante d'un état de guerre endémique. Les guerres et les massacres continuels, les exodes loin de leurs terres de populations entières transformées en réfugiés ou exposées aux famines : ce ne sont pas là simplement les conséquences d'un appauvrissement dramatique qui intensifie les contrastes dus aux différences ethniques, politiques ou religieuses, comme les médias nous encouragent à le croire. Ce sont plutôt les compléments nécessaires du processus de privatisation et des efforts faits pour créer un monde où rien n'échappe à la logique du profit. Ce sont les moyens ultimes utilisés pour exproprier des populations qui, jusqu'à récemment, avaient accès à quelques terres et ressources naturelles (forêts, rivières), que s'approprient désormais les sociétés multinationales.

L'ajustement structurel et la libéralisation économique ont aussi démantelé l'industrie locale dans une grande partie du Tiers-Monde et ont marqué la fin des plans de développement, mis sur pied dans les années 1960 sur la base du concept de « substitu-

tion à l'importation », qui étaient censés garantir aux nations du Tiers-Monde un certain degré d'autonomie industrielle. En effet, le fait d'ouvrir les marchés domestiques aux importations étrangères a permis aux sociétés transnationales d'inonder ces marchés avec leurs produits, contre lesquels les industries locales ne pouvaient pas rivaliser⁷. L'introduction de zones de libre-échange, où que ce soit, n'a jamais remédié à cette situation, mais n'a fait que l'exploiter, du fait que l'appauvrissement des populations dans tant de régions du Tiers-Monde a permis aux compagnies étrangères d'imposer des salaires inférieurs au minimum vital. C'est la raison pour laquelle les zones de libre-échange fonctionnent aujourd'hui essentiellement comme des leviers pour l'émigration (Sassen 1990, pp. 99-114).

Que l'industrialisation du Tiers-Monde est un mythe est aussi prouvé par le fait que, dans les années 1980 et 1990, le transfert de capital et des industries du premier au Tiers-Monde a été dépassé par le transfert de capital et de travail du tiers au premier monde. L'envergure de ce phénomène peut être mesurée par le fait que l'envoi d'argent des émigrés représente le deuxième flot monétaire international après les revenus des compagnies pétrolières et, dans certaines parties du Tiers-Monde (par ex., au Mexique), des villages entiers dépendent de lui. Selon les statistiques de la Banque Mondiale, les envois d'argent par les émigrés sont passés de 24 milliards de dollars dans les années 1970 à 65 milliards de dollars dans les années 1980, ceci en ne comptant que les envois qui passent par les banques. Cela sans compter les envois « matériels », comme le mobilier, les équipements de radio ou télévision et d'autres biens que les émigrés rapportent lors de leurs visites au pays (Stalker 1994, pp. 122-123).

La première conséquence de l'appauvrissement auquel la libéralisation économique a condamné le prolétariat du Tiers-Monde a été dans les faits le démarrage d'un vaste mouvement migratoire du « Sud » vers le « Nord » qui a suivi le transfert de capital causé par le paiement de la dette extérieure. Ce mouvement migratoire aux proportions bibliques⁸, structurellement connecté au nouvel ordre économique et lié au marché global du travail, est une manifestation claire des modes de restructuration de la division internationale du travail (Colatrella 1999).

Ceci montre que la crise de la dette et les politiques d'ajustement structurel ont établi une situation d'*apartheid global*, puisqu'elles ont transformé le Tiers-Monde en un immense réservoir de travail qui fonctionne dans le sillage des économies métropolitaines, de la même manière que les *homelands* fonctionnaient dans le sillage des « zones blanches » en Afrique du Sud. Ce système est régulé, et ce n'est pas un hasard, par un système similaire de droits de passage et de restrictions qui assure que les immigrés sont deux fois dévalués dans les pays d'« accueil », d'abord en tant qu'immigrants et (de plus en plus) en tant que travailleurs sans-papiers. (Contrairement à ce qu'on prétend généralement, c'est en introduisant des restrictions qui forcent les travailleurs immigrés à ne pas s'y conformer et à rester dans l'illégalité que les États hôtes peuvent utiliser l'immigration pour réduire les coûts de la main-d'œuvre. C'est seulement en rendant les immigrants socialement et politiquement vulnérables que l'immigration peut être utilisée pour contenir les revendications de la classe ouvrière locale) (Sassen-Koob 1983, p. 184).

Pour ceux qui ne peuvent pas émigrer, ou qui n'ont pas accès aux revenus envoyés par des émigrés, l'alternative est une vie de privations et de charge de travail difficilement imaginable pour ceux qui vivent dans les pays capitalistes « avancés ». Manque de nourriture, de soins de santé, d'eau potable, d'électricité, d'écoles, de routes praticables, chômage massif, sont maintenant la réalité quotidienne dans la plus grande partie du Tiers-Monde. Cette réalité est reflétée par l'éruption constante d'épidémies, la désintégration de la vie familiale⁹, les enfants vivant dans la rue ou travaillant dans des conditions proches de l'esclavage (Sawyer 1988). Cette réalité est aussi démontrée par les luttes intenses, qui prennent souvent la forme d'émeutes, par lesquelles chaque jour, dans les pays « ajustés », la population résiste à la fermeture d'industries locales, au renchérissement des prix des biens de première nécessité et des transports et à la pression financière imposée par le paiement de la dette (Walton and Seddon 1994).

Il doit être possible de convenir, sur la seule base de cette situation, que tout projet féministe qui se concentre exclusivement sur les discriminations sexuelles et qui omet de placer la féminisation de la pauvreté dans le contexte de l'évolution des relations capita-

listes est condamné à être non pertinent et/ou à se faire coopter. De plus, au regard de la restructuration que la nouvelle division internationale du travail a introduite dans la sphère de la reproduction, nous voyons clairement que soit le mouvement féministe s'oppose à ce processus, soit il se fait complice de politiques profondément antiféministes. Car un aspect important de la NDI est une redistribution internationale du travail de reproduction (tout comme une redistribution de la production) qui non seulement crée des divisions profondes entre les femmes, mais qui renforce aussi les hiérarchies inhérentes à la division sexuelle du travail.

Émigration, reproduction et féminisme international

S'il est vrai que les versements envoyés par les émigrants constituent le principal flux monétaire international après les revenus des compagnies pétrolières, alors nous devons conclure que la denrée la plus importante exportée par le Tiers-Monde vers le premier monde aujourd'hui, c'est le travail. En d'autres termes, également dans la phase présente du capitalisme, l'accumulation capitaliste est avant tout l'accumulation des travailleurs, et aujourd'hui ce processus se passe en premier lieu dans le Tiers-Monde. Cela signifie cependant qu'une part significative du travail de reproduction nécessaire à produire les forces de travail en métropole est accomplie par des femmes du Tiers-Monde. En fait, ce qui se cache derrière l'émigration, c'est un immense « cadeau » de travail domestique. C'est le travail qui jamais n'est pris en compte dans l'évaluation de la dette extérieure du Tiers-Monde, et qui cependant est essentiel au processus d'accumulation dans les pays industrialisés où l'émigration sert à compenser le déclin démographique, à maintenir de bas salaires, et à transférer le surplus des colonies dans les « métropoles » (Nash et Fernandez-Kelly éd. 1983, pp. 178-179). Ainsi, *par l'émigration, les femmes du Tiers-Monde contribuent directement à l'accumulation de richesses dans les pays capitalistes « avancés »*, non seulement comme productrices de biens, mais aussi comme (re) productrices de travailleurs, pour les usines, les hôpitaux, l'agriculture et le commerce. Ceci est un fait que le mouvement féministe international doit reconnaître, à la fois pour démasquer ce qu'implique réellement l'« intégration

dans l'économie globale », et pour démystifier l'idéologie d'« aide au Tiers-Monde », laquelle cache un immense vol de travail non payé au détriment des femmes du Tiers-Monde.

Dans le cours des années 1980 et 1990, d'autres phénomènes se sont produits, qui démontrent la tentative de redistribuer le travail de reproduction des forces de travail en métropole sur les épaules des femmes du Tiers-Monde. Parmi les plus significatifs, nous devons inclure :

1. L'emploi sur une large échelle d'émigrantes venues d'Asie, d'Afrique, des Îles Caraïbes, d'Amérique du Sud, comme domestiques dans les pays industrialisés, ainsi que dans les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient. Comme l'a remarqué Cynthia Enloe, les politiques économiques du Fonds Monétaire International ont permis aux gouvernements en Europe, aux États-Unis et au Canada de résoudre la crise du travail ménager qui était à l'origine du mouvement féministe, et de « libérer » des milliers de femmes pour qu'elles puissent travailler à l'extérieur. L'engagement de milliers de femmes philippines ou mexicaines qui, pour une somme modeste, nettoient les maisons, élèvent les enfants, préparent les repas, s'occupent des personnes âgées, a permis à beaucoup de femmes des classes moyennes de se défaire d'un travail dont elles ne voulaient pas, ou qu'elles ne pouvaient plus accomplir, sans pour autant réduire leur standard de vie. Enloe ajoute que bien des femmes d'Europe et d'Amérique du Nord ont justifié ce choix dans l'illusion qu'en engageant une travailleuse domestique, elles contribuent à résoudre le problème de la pauvreté dans le monde. Et pourtant cette solution représente un recul pour la lutte féministe, car la solidarité entre femmes entre en crise lorsque ce qui rapproche les femmes est une relation « servantes et madames », laquelle est d'autant plus problématique qu'elle est viciée par toutes les idées sociales biaisées qui entourent encore le travail ménager – par exemple que ce n'est pas du vrai travail et que par conséquent il faut le payer le moins possible, qu'il doit être doublé d'un engagement émotionnel envers les vies des personnes dont la travailleuse a la charge, qu'il n'a

pas des frontières bien définies. De plus, l'emploi d'une travailleuse domestique rend une fois de plus les femmes (plutôt que l'État) responsables de la reproduction, et affaiblit la lutte contre la division sexuelle du travail dans la famille, puisqu'elle dispense les femmes de la tâche de se confronter à leur partenaire masculin à propos du partage du travail ménager. Quant aux immigrantes, s'engager comme domestiques est un choix douloureux, étant donné que le travail est mal payé et exige d'elles qu'elles s'occupent des familles des autres alors même qu'elles ont souvent dû quitter la leur propre et affronter de nombreuses années de solitude et de dangers liés à une position sociale et légale très vulnérable. Ce n'est pas par hasard que la destinée de Flor Contemplacion, une travailleuse domestique philippine qui a été pendue à Singapour en mars 1995 suite à de fausses accusations de son employeur, est devenue un symbole de leur condition pour les femmes qui partent du Tiers-Monde pour aller travailler comme travailleuses domestiques.

2. Le développement d'un vaste *marché international de bébés* organisé par le biais du mécanisme des adoptions. À la fin des années 1980 déjà, il a été calculé que toutes les 48 minutes, il entrait un enfant adopté aux États-Unis et que, rien que pour la Corée du Sud, au début des années 1990, 5700 enfants étaient exportés chaque année vers les États-Unis. Aujourd'hui, ce que les féministes ont taxé de « trafic international d'enfants » s'est répandu également dans les anciens pays socialistes, surtout en Pologne et en Russie, où la découverte d'agences qui vendent des enfants (en 1994, plus de 1500 enfants ont été exportés vers les seuls États-Unis) a causé un scandale national. On a également assisté au développement de fermes à bébés, où des enfants sont produits spécialement pour l'exportation, et à l'emploi grandissant de femmes du Tiers-Monde comme mères porteuses (mères de substitution). La substitution, comme l'adoption, permet aux femmes des pays capitalistes « avancés » d'éviter le risque d'interrompre leur carrière ou d'exposer leur santé en portant un enfant. En retour, les

gouvernements du Tiers-Monde bénéficient du fait que la vente de chaque enfant leur amène des devises étrangères ; et la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International approuvent tacitement cette pratique, parce que la vente d'enfants sert à corriger les « excès démographiques », et est en harmonie avec le principe que les nations débitrices doivent exporter toutes les ressources qu'elles ont.

3. La massification dans certains pays d'Asie (Thaïlande, Corée du Sud, Philippines) de *l'industrie du sexe et du tourisme sexuel*, qui servent une clientèle internationale allant des touristes à ces employés de compagnies japonaises à qui, dans les années récentes, des « voyages d'agrément » ont été offerts comme bonus, ou à l'É.-U. Army qui, depuis la guerre du Vietnam, a utilisé ces pays comme zones de « repos et divertissement ». À la fin des années 1980, on a calculé que, en Thaïlande seulement, sur une population de 52 millions d'habitants, un million de femmes ont travaillé dans l'industrie du sexe. À cela nous devons ajouter l'énorme augmentation du nombre de femmes du Tiers-Monde ou des anciens pays socialistes qui travaillent comme prostituées en Europe, aux États-Unis et au Japon, souvent dans des conditions d'esclavage, comme dans le cas de femmes Thaï récemment découvertes dans un bordel de New York, où elles étaient retenues prisonnières par l'organisation qui leur avait payé le voyage en les persuadant de venir aux États-Unis par la promesse d'un travail.
4. Le « trafic » de « mariées par correspondance » qui dans les années 1980 s'est développé à l'échelle internationale. Aux É.-U. seulement, ce sont environ 3500 hommes chaque année qui épousent des femmes choisies par poste. Dans la grande majorité des cas, les fiancées sont de jeunes femmes venant des régions les plus pauvres d'Asie du Sud Est, ou d'Amérique du Sud, bien que plus récemment des femmes venant également de Russie et d'autres pays ex-socialistes aient choisi ce moyen d'émigration. En 1979, 7759 femmes philippines ont quitté leur pays par ce moyen. Le trafic en « mariées par correspondance » exploite d'une part des femmes désespérées par la pauvreté et d'autre part le

sexisme et le racisme d'hommes européens et américains qui veulent une femme sur qui ils peuvent exercer un contrôle total et comptent sur la vulnérabilité de femmes forcées de faire ce choix.

5. La massification de l'industrie touristique qui repose en premier lieu sur le travail des femmes comme personnel de l'hôtellerie, blanchisseuses, cuisinières, artisanes (80 % de la force de travail dans les grands hôtels touristiques est composé de femmes).

Pris dans leur ensemble, ces phénomènes démontrent que la nouvelle division internationale du travail est le véhicule d'un projet politique féroce antiféministe, et que, loin d'être un moyen d'émancipation des femmes, l'expansion des relations capitalistes intensifie l'exploitation des femmes. En premier lieu, la nouvelle division internationale du travail ressuscite des formes d'esclavage qu'on aurait imaginées disparues avec la fin des empires coloniaux. En outre elle repropose l'image de la femme objet sexuel et reproducteur ; elle accentue la division au sein des femmes par une spécialisation et une fixation à des tâches qui réduisent nos possibilités de vie et introduisent parmi nous de nouvelles hiérarchies et stratifications, mettant en danger la possibilité d'une lutte commune.

La nouvelle division internationale du travail signifie que de nombreuses femmes du Tiers-Monde doivent travailler comme domestiques ou prostituées, chez elles ou à l'étranger, parce qu'elles n'ont pas d'autre choix à disposition ; dans le même temps, de nombreuses femmes du premier monde, en particulier parmi la classe moyenne, sont libérées du travail ménager, mais au prix de devenir comme des hommes, c'est-à-dire au prix de ne pas avoir de temps pour une famille et des enfants, sans parler du temps pour les amitiés, les relations communautaires et l'activité politique. Ainsi la NDIT renforce la division sexuelle du travail ; elle renforce la séparation entre production et reproduction, et sépare non seulement les femmes des hommes, mais les femmes des femmes, instituant parmi les femmes une relation semblable à celle qui existait entre femmes blanches et noires sous le régime de l'*apartheid* en Afrique du Sud.

Le caractère antiféministe de la NDIT est si évident que nous pouvons nous demander dans quelle mesure il est le fruit de la

« main invisible » du marché ou d'une planification délibérée comme réponse aux luttes que les femmes ont engagées et dans le Tiers-Monde et dans les métropoles contre la discrimination, le travail non payé et le « sous-développement » sous toutes leurs formes. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'en Europe et aux États-Unis, les féministes doivent s'organiser contre les solutions forcées que la NDIIT impose aux femmes et contre la tentative de recolonisation sur laquelle elle repose, lesquelles incluent l'« ajustement structurel », la politique d'intervention militaire, la prise de pouvoir mondiale par les firmes transnationales.

Les féministes doivent en outre rouvrir leur lutte avec l'État sur le terrain de la reproduction. Il n'est en fait pas suffisant de condamner des pratiques ou formes de comportements particuliers si nous voulons mettre un terme aux divisions qui se constituent à l'échelle internationale entre les femmes. Il n'est pas suffisant par exemple de critiquer les femmes qui emploient des travailleuses domestiques, comme cela se fait souvent parmi les féministes, comme si ces femmes étaient spécialement insensibles aux besoins de leurs « sœurs ». Car aussi longtemps que la reproduction reste une responsabilité individuelle ou familiale, beaucoup de femmes n'auront probablement pas beaucoup d'autre choix que d'employer une domestique, dans un contexte où plus de 50 % des femmes, et en Europe et aux États-Unis, ont un job extra-domestique et des conditions de travail qui ne laissent pas beaucoup de « flexibilité ». Ceci est une raison pour laquelle de nombreuses femmes qui ont de petits enfants sont à l'assistance, mais même cette solution ne va plus être possible, du moins aux États-Unis, étant donné que l'assistance est en voie d'extinction, l'objet d'une réforme qui pratiquement l'abolit. Il y a aussi le danger que la condamnation de l'emploi de travailleuses domestiques sans proposition et lutte pour une réelle alternative renforce l'illusion que le travail ménager est réductible à volonté et peut facilement se combiner avec un autre travail, soit l'illusion que le travail ménager n'est pas un travail nécessaire. Ceci est une illusion qui a embarrassé les politiques féministes dans les années 1970, et nous savons maintenant que nous avons payé un prix élevé pour cela, puisque cela a signifié que présentement, la plupart des femmes n'ont même pas la possibilité de s'occuper de

leurs enfants. Il n'y a pas de doute en effet que si le mouvement féministe en Europe et aux États-Unis s'était concentré sur le fait que l'État reconnaisse le travail de reproduction comme un travail et en assume la responsabilité financière, nous n'aurions pas assisté au démantèlement du peu de services disponibles dans ce domaine et à une solution coloniale au « problème du ménage ». Aujourd'hui également, une mobilisation féministe forçant l'État à payer pour le travail de reproduction serait plus efficace que n'importe quelle condamnation morale pour mettre un terme à l'emploi de domestiques, ou pour changer ou améliorer les conditions de ce travail et ouvrirait le chemin d'une nouvelle solidarité internationale parmi les femmes.

De semblables considérations s'appliquent également aux efforts que des féministes pour convaincre les gouvernements de criminaliser la violence domestique, le « trafic » des femmes et pénaliser toute espèce de discrimination sexuelle. Quelle qu'ait été l'importance cruciale de ces initiatives, elles apparaissent limitées dans leur capacité à libérer les femmes, puisqu'elles ne remontent pas aux racines des abus perpétrés contre elles, et qu'elles ne prennent pas en compte les plans du capital international et des agences qui promeuvent sa globalisation.

Est-ce que par exemple des peines sévères vont porter remède à la pauvreté abjecte qui dans certains pays conduit des parents à vendre leurs enfants pour la prostitution ? Et comment des pays du Tiers-Monde peuvent-ils s'engager à améliorer les conditions des femmes quand la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International exigent d'eux qu'ils coupent toutes les dépenses sociales et qu'ils adoptent les programmes d'austérité les plus stricts ? Comment par exemple des gouvernements du Tiers-Monde peuvent-ils accorder aux femmes un accès égal à l'éducation ou à une meilleure santé, s'ils sont obligés par l'ajustement structurel de couper tous les subsides à l'éducation publique, la santé et, dans bien des cas, à introduire des taxes même pour les écoles élémentaires ? Et ensuite, comment peut-on convaincre des parents d'envoyer leurs filles à l'école, alors que même leurs fils diplômés n'obtiennent pas de travail ? Quel sens, dans un tel contexte, peuvent avoir l'adoption d'une loi ou même une déclaration des Nations Unies contre toute forme de discrimination sexuelle ?

Si l'on veut rendre possible le féminisme international et la « sororité mondiale », il est indispensable que les femmes du premier monde fassent leur la lutte que les femmes du Tiers-Monde mènent contre l'ajustement structurel, le paiement de la dette extérieure, l'introduction de lois sur la propriété intellectuelle qui sont les moyens dont se dote l'organisation de la NDI et l'aveuglante évidence que le capitalisme est insoutenable pour la majorité de la population mondiale. Il faut donc à nouveau insister, comme les féministes du Tiers-Monde l'ont déjà si souvent fait, sur le fait que les inégalités existant entre les femmes au niveau international polluent également les politiques du mouvement féministe. Car l'accès aux plus grandes ressources (voyage, subventions, publications et moyens rapides de communication) a permis aux féministes d'Europe et d'Amérique du Nord d'imposer leurs ordres du jour à l'occasion de conférences mondiales, et de jouer un rôle hégémonique dans la définition de ce que le féminisme et les luttes féministes doivent être.

Les relations de pouvoir générées par la NDI se reflètent aussi dans le rôle que les femmes jouent en métropole dans les organisations non gouvernementales (ONG) qui financent des projets pour les femmes dans le Tiers-Monde. Outre le fait qu'ils font faire aux femmes du Tiers-Monde du travail non payé, en compensation pour la perte des services sociaux et des engagements collectifs produits par l'ajustement structurel, il est évident que ces projets créent une relation de pouvoir patron-client entre les femmes pas différentes de celles qui existent entre les « madames et les servantes ». Car c'est la prérogative des membres des ONG métropolitaines de décider quels projets financer, comment les évaluer, quelles femmes de la communauté choisir comme personnes de référence, tout ceci avec pratiquement aucun compte à rendre aux femmes dont elles organisent le travail. Il est à noter que la fonction qu'exercent les ONG métropolitaines face aux femmes du Tiers-Monde est en partie une réponse néolibérale à l'affaiblissement du rôle du mari et de l'État dans le Tiers-Monde comme superviseurs du travail des femmes (en raison des coupes salariales et des coupes du budget dévolu à la reproduction sociale). Comme de nombreux hommes ont quitté leurs foyers pour émigrer, ou n'ont pas l'argent pour subvenir à leur famille, et

comme l'État dans la plus grande partie du Tiers-Monde a été prié de ne plus subventionner la reproduction sociale, *un nouveau régime patriarcal est mis en place, qui a pour but de mettre les femmes du Tiers-Monde sous le contrôle de la Banque Mondiale, du FMI et des nombreuses organisations qui gèrent les « projets générateurs de revenus » et les programmes d'« aide »*. Ce nouveau patriarcat s'appuie sur la collaboration de femmes européennes et nord-américaines, lesquelles, comme de nouveaux missionnaires, sont recrutées pour entraîner les femmes dans les « colonies » à développer les attitudes nécessaires pour s'intégrer dans l'économie globale.

Conclusion

Une analyse de la NDIT montre les limites d'une stratégie politique féministe qui accepte l'expansion mondiale des relations capitalistes, et ne place pas la lutte contre la discrimination de genre dans un cadre anticapitaliste. Elle montre que le développement capitaliste non seulement continue à produire la pauvreté, les épidémies, la guerre et la mort, mais qu'il ne peut survivre qu'en créant de nouvelles divisions au sein du prolétariat mondial – divisions qui jusqu'à ce jour sont le principal obstacle à la réalisation d'une société libérée de l'exploitation.

C'est en ce sens que les politiques féministes doivent renverser la NDIT et le projet de globalisation économique qui en découle. Telles sont les politiques qui inspirent les luttes des « féministes de la base » et des mouvements des peuples autochtones de par le monde – luttes qui exigent le retour des terres expropriées, le non-paiement de la dette extérieure et l'abolition de l'« ajustement » et de la privatisation. Ce sont là aussi les politiques des féministes du Tiers-Monde qui, depuis des années, nous ont rappelé que le discours sur l'égalité ne peut pas être séparé de la critique du rôle du capital international dans le pillage et la recolonisation de leurs pays, et que les luttes que les femmes mènent quotidiennement pour survivre sont des luttes politiques et des luttes féministes.

[Traduction de l'anglais (in : Dalla Costa M. and Dalla Costa, G., Eds., 1999, *Women, Development and Labor of Reproduction, Struggles and Movements*, Africa, World Press, Asmara,

and Statement of Purpose, 1991-1992, (nondated printed document of the organization).

Barry, K. (1995). *The Prostitution of Sexuality. The Global Exploitation of Women*. New York : New York University Press.

Beneria, L. and Feldman, Sh. (eds.) (1992). *Unequal Burden, Economic Crisis. Persistent Poverty, and Women's Work*. Boulder (Colorado) Westview Press.

Bennis, P. and Mushabeck, M. (eds.) (1993). *Altered States. A Reader in the New World Order*. Brooklyn (NY) : Olive Branch Press

Beminghamusen, J. Kerstan, B. (1992). First edition 1991. *Forging New Paths. Feminist Social Methodology and Rural Women in Java*. London : Zed Books.

Biot, D. (1990). « Demographics of Migration. » *OECD Observer* 163 (April-May).

Bolles, A. L. (1983). « Kitchens Hit by Priorities: Employed Working-Class Jamaican Women Confront the IMF. » In Nash and Fernandez-Kelly (eds.) (1983).

Bonefeld, W. et al. (eds.) (1995) *Open Marxism 3. Emancipating Marx*. London : Pluto Press

Campbell, H. and Stein H. (eds.) (1991). *The IMF and Tanzania*, Harare (Zimbabwe) : Natprint.

Caffentzis, a. (1995). « The Fundamental Implications of the Debt Crisis for Social Reproduction in Africa. » In Dalla Costa, M. and Dalla Costa a. J., eds., (1995). — . (1998). *From Capitalist Crisis to Proletarian Slavery: An Introduction to the U.S. Class Struggle: 1973-1998.* »

Toledo (Ohio) : Midnight Notes. CAFA (Committee For Academic Freedom in Africa). (1991). *Newsletter*, n. 2, New York (Fall). *CAPA Newsletter* n. 4, New York (1993). *CAPA. (1993) Newsletter*; n. 5, New York (Fall). Caipora Women's Group (ed.) (1993). *Women in Brazil*. London : Latin American Bureau. Carnoy, M. et al. (1993). *The New Global Economy In the Information Age*. University Park (PA) : Pennsylvania University Press.

Castells, M. (1993). « The Informational Economy and the New International Division of Labor. » In Carnoy et al., (1993) Chi-

- oma, Filomina, (ed.) (1993). *Women and Children First. Environment, Poverty and Sustainable Development*. Inc., Rochester (VA) : Schenkman Books.
- Chira, S. (1988). « Babies for Export: And Now the Painful Question. » *New York Times* (4.21.1988).
- The Coalition Against Trafficking in Women, *Coalition Report*. (Summer 1993).
- Cock, Jacklyn (1988). « Trapped Workers: The Case of Domestic Servants in South Africa. » In Stichter S. B. and Parpart J. L.(eds.). (1988).
- Cohen, R. (1987). *The New Helots. Migrants in the International Division of Labor*. Aldershot (England) : Gower Publishing Co Commonwealth Secretariat. (1990). *Engendering Adjustment for the 1990s*. London : Commonwealth Secretariat.
- Colatrella, S. (1999). « Structural Adjustment and the African Diaspora in Italy » In: Mwarira C. ed., *African Visions*. Westport (CT) : Greenwood Publishers. Forthcoming.
- Dalla Costa, G. F. (1989). 2nd 1991 *La riproduzione nel sottosviluppo. Lavoro delle donne, famiglia e Stato nel Venezuela degli anni 70*. Milano: FrancoAngeli. (First edition. 1980. Padova : Cleup).
- (1995). « Development and Economic Crisis: Women's Labour and Social Policies in Venezuela in the Context of International In-debtedness. » In Dalla Costa and Dalla Costa (eds.). (1995). (orig. ed. 1990. Padova : Upsel).
- Dalla Costa, M.. (1974). « Riproduzione e emigrazione. » In Alessandro Serafini (ed.). — (1981) « Emigrazione, immigrazione e composizione di classe in Italia negli anni 70, » in: *Economia e lavoro*, No.4 ott-dic — (1995). « Capitalism and Reproduction. » In Bonefeld W., et. al. (eds.) 1995. — and Dalla Costa, G. F. (eds.) (1995). *Paying the Price. Women and the Politics of International Economic Strategy*. London : Zed Books
- EIson, D. (ed.) (1990). *Male Dias in the Development Process*. Manchester : Manchester University Press.

NOTES

1. Nous parlons de « nouvelle » économie globale parce que, comme les « théoriciens du système mondial » (I. Wallerstein 1974) et les théoriciennes féministes (M. Mies 1986) l'ont souvent souligné, le capitalisme est né, et s'est consolidé dans chaque phase, comme un « système économique mondial ».

2. Cela ne veut pas dire que les travailleuses des zones de libre-échange sont des victimes passives de la pénétration des relations capitalistes dans leurs communautés (Wolf 1990, p. 27). Pour beaucoup de jeunes femmes, le travail en usine est un choix, lorsque l'alternative consiste à travailler dans les champs sous la tutelle de leurs parents. C'est aussi vrai que, du Mexique aux Philippines ou aux Iles Caraïbes, les travailleuses des zones de libre-échange ont constitué des réseaux de soutien et ont organisé des luttes qui ont souvent mis les chefs d'entreprises et les gouvernements qui avaient donné leur feu vert à la création des zones de libre-échange sur la défensive (Enloe 1990, pp. 168-174; Walton et Seddon 1994, pp. 75-80; *The Global Assembly Line*). Mais ces mobilisations se produisaient justement en réponse aux conditions abjectes dans lesquelles les femmes étaient obligées de travailler.

3. En Indonésie, les usines situées dans les zones de libre-échange paient si peu que les familles des travailleurs doivent compléter leurs revenus (Wolf 1990, p. 26).

4. Nous nous référons ici entre autres aux travailleuses qui périrent lors du tremblement de terre de Mexico en septembre 1985. Ce sinistre a détruit environ 800 usines dans lesquelles les femmes étaient enfermées (Enloe 1990, p. 169). On peut mesurer la cupidité des employeurs par le fait qu'ils se sont rués pour extraire les machines des décombres (Enloe 1990, p. 170) et que ce n'est que sous les protestations des travailleurs qui étaient hors des bâtiments au moment du tremblement de terre qu'ils ont finalement aidé les blessés.

5. Note des traducteurs : le terme *enclosure* renvoie à la fin du Moyen Âge en Angleterre lorsque la terre – jusque-là communautaire (les *commons*, biens communs) et dédiée à l'agriculture de subsistance – fut privatisée et qu'on la compartimenta en y plaçant des clôtures. C'est le développement du commerce de la laine avec le continent qui détruisit alors l'agriculture non marchande au profit de l'élevage des moutons. Ce processus mit fin au régime foncier féodal au profit du régime capitaliste. Les paysans furent expulsés et « libérés » de leur attachement traditionnel à la terre, libres donc de vendre leur force de travail sur le marché. Marx a décrit ce processus comme un moment essentiel de la genèse du capitalisme. L'auteure de ce texte fait partie du collectif « Midnight Notes », qui a repris ce concept pour mieux saisir ce qui se passe actuellement. Par exemple, les découvertes techniques devraient être considérées comme un bien commun, et les réglementations sur la propriété intellectuelle et les brevets comme un acte d'*enclosure*.

6. Le concept de « Nouvel ordre mondial » est utilisé ici dans un sens différent, et sur certains aspects opposé, de celui qu'on lui donnait quand il a été forgé,

dans la deuxième moitié des années 1970, par les élites du Tiers-Monde. Dans son acception originelle, le terme de « Nouvel ordre économique » exprimait l'espoir de la bourgeoisie du Tiers-Monde d'établir une relation différente avec les pays industrialisés, une distribution différente de la santé au niveau international, et la possibilité d'un développement national. Par conséquent, le concept de « Nouvel ordre économique mondial » annonçait la fin des disparités entre le premier et le Tiers-Monde (Guelfi 1985). Au lieu de cela, ce terme est utilisé dans ce texte en référence à la construction économique et politique qui est le fruit de l'imposition, au niveau mondial, du néolibéralisme économique. C'est d'ailleurs dans ce sens que ce terme est maintenant généralement utilisé.

7. Comme dans les ex-pays socialistes, les programmes d'ajustement structurels de la Banque mondiale et du FMI ont mené à la fermeture des industries nationales : les mines d'étain en Bolivie, les mines de cuivre en Zambie, l'industrie du jute au Bangladesh, l'industrie du textile en Tanzanie et les industries soutenues par l'État au Mexique.

8. Selon des estimations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) faites au milieu des années 1980, environ 30 millions de personnes avaient quitté leur pays pour chercher du travail à l'étranger. Si, comme le suggère Lydia Potts, nous ajoutons les familles de ces migrants, des immigrants sans papier et des réfugiés, nous arrivons à plus de 60 millions de personnes (Potts 1990, p. 159). Parmi ces migrants, aux États-Unis, plus des deux tiers viennent de pays du Tiers-Monde. Dans les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, ces migrants atteignent les neuf dixièmes de la population. L'espace économique européen compte quelque 15 millions d'immigrants enregistrés, dont les réfugiés politiques, et approximativement 8 millions de sans papier (World of Work n. 3, avril 1993). Quoi qu'il en soit, leur nombre est destiné à augmenter, car, avec une précision mathématique, les politiques d'ajustement et de libéralisation continuent à générer la pauvreté et, avec autant de persistance, la Banque mondiale et les autres agences internationales continuent de les imposer. De sorte que tout nous mène à penser que la diaspora du Tiers-Monde se maintiendra au 21^e siècle. Ce fait, illustrant le fait que nous ne sommes pas face à une situation contingente, mais plutôt face à une restructuration macroscopique et mondiale des relations de travail.

9. Les familles restent rarement unies face au chômage masculin et à la recherche continue de moyens de survie. Les politiques d'ajustement structurel ont ainsi mis en crise l'objectif d'imposer la famille nucléaire dans le Tiers-Monde (Dalla Costa G.F. 1989 ; 1995).

Entretien avec la féministe Silvia Federici

[L'extension des formes de travail précaire s'est accélérée avec la crise capitaliste. Le travail précaire est un concept central dans les discussions autour de la réorganisation capitaliste du travail et des rapports de classe dans l'économie globale actuelle. La féministe Silvia Federici analyse ici les limites et le potentiel du concept de « précarariat » élaboré par des théoriciens marxistes autonomistes tels que Tony Negri et Michael Hardt et qui comprennent ce concept comme un instrument analytique et organisationnel. Elle soutient également que le travail reproductif est un continent oublié du travail et de la lutte que le mouvement anticapitaliste doit reconnaître dans ses tâches politiques. Ce texte est une retranscription d'une conférence donnée par Silvia Federici en octobre 2006 à New York (Avanti4.be)]

Je veux aborder ici la critique de la théorie du travail précaire élaborée par certains marxistes autonomistes italiens, particulièrement Antonio Negri, Paolo Virno et aussi Michael Hardt. Je parle de « théorie » parce que les idées que Negri et d'autres articulent depuis un certain temps vont plus loin du simple descriptif des changements qui s'opèrent dans l'organisation du travail depuis les années « 80 et » 90 à la suite d'un processus de globalisation qui a entraîné la « précarisation du travail », c'est-à-dire des rapports au travail de plus en plus discontinus, l'introduction de la « flexibilité » et une nette fragmentation de l'expérience du travail.

L'opinion de ces auteurs sur le travail précaire est en tout point marquée par une perspective d'ensemble déterminée sur la nature du capitalisme et des conflits sociaux à notre époque. Et il faut s'empresse de dire qu'il ne s'agit pas ici de simples idées qui peuplent le cerveau d'une poignée d'intellectuels, mais bien de théories qui circulent largement depuis quelques années au sein du mouvement anticapitaliste italien et qui gagnent également en influence aux États-Unis. Il s'agit donc, selon moi, d'opinions qui ont une certaine importance.

*Histoire et origine du travail précaire
et de la théorie du travail immatériel*

Ma prémisse initiale est la suivante : il est indubitable que le problème du travail précaire doit être à notre agenda. Pas seulement parce que nos rapports au travail salarié sont désormais plus discontinus, mais aussi parce que la discussion sur le travail précaire est cruciale pour comprendre comment nous pouvons dépasser le capitalisme. Il est certain que les théories que je discute ici captent des aspects importants des changements qui ont eu lieu dans l'organisation du travail ; mais elles nous ramènent également à une conception machiste du travail et de la lutte sociale. Je vais donc aborder les aspects de cette théorie qui sont les plus pertinents pour ma critique.

Une autre thématique importante est que la précarisation des rapports de travail plonge ses racines dans une transformation du travail industriel en un travail que Negri et Virno appellent « immatériel ». Negri et plusieurs autres auteurs argumentent que la restructuration de la production qui a eu lieu entre les années « 80 et » 90, comprise comme une réponse aux luttes sociales des années « 70, a produit un processus dans lequel le travail industriel a été remplacé par un type de travail distinct, tout comme dans le passé le travail industriel avait remplacé le travail dans l'agriculture. Ils nomment ainsi « travail immatériel » ce nouveau type de travail, car l'informatique et la révolution de l'information ont produit des changements radicaux dans les formes de travail. Dans le monde capitaliste d'aujourd'hui, la tendance principale s'oriente vers une forme dominante de travail qui ne produit pas

d'objets physiques, mais de l'information, des idées, des données, des états de choses, des relations.

En d'autres mots : le travail industriel – hégémonique dans les phases antérieures du capitalisme – n'est plus aussi important, il n'est plus le moteur du développement capitaliste. Nous trouvons à sa place le « *travail immatériel* » ; travail culturel, cognitif et informatif.

Les autonomistes italiens pensent que la précarisation du travail et l'apparition du travail immatériel ont concrétisé la prédiction faite par Marx dans les « *Grundrisse* », dans la fameuse section sur les machines, où il affirme qu'avec le développement du capitalisme, le processus de production capitaliste dépend sans cesse moins du travail vivant et sans cesse plus de l'intégration de la science, de la connaissance et de la technologie, qui se transforment en moteur de l'accumulation du capital. Virno et Negri pensent que l'extension du travail précaire fait réalité de cette prédiction sur la tendance historique du capitalisme. Ainsi, l'importance croissante du travail cognitif et le développement du travail informatique à notre époque sont considérés comme faisant partie d'une tendance historique du capitalisme à la réduction de la place du travail.

La précarisation du travail serait la conséquence des nouvelles formes de production. Il est probable que le tournant vers le travail immatériel génère la précarisation des rapports de travail parce que la structure du travail intellectuel est différente du travail industriel, du travail physique. Le travail intellectuel et d'information repose moins sur la présence physique continue du travailleur dans le lieu de travail traditionnel. Le rythme de travail est beaucoup plus intermittent, fluide et discontinu.

En résumé, le développement du travail précaire et le tournant vers le travail intellectuel n'apparaissent pas – aux yeux de Negri et des autres autonomistes marxistes – comme un phénomène complètement négatif. Au contraire, ils le voient comme l'expression d'une tendance historique vers la réduction du travail et, pour cette raison même, de l'exploitation : comme le résultat d'un développement capitaliste qui répond au conflit de classe.

Aujourd'hui, cela signifierait que le développement des forces productives nous permettrait d'entrevoir un monde capable de

transcender le travail ; un monde dans lequel nous serions libérés de la nécessité de travail, bref d'une voie qui conduit au règne de la liberté.

Les marxistes autonomistes pensent que ce développement est également en train de créer une nouvelle forme de « *common* », ou de « *biens communs* », car il leur semble tout à fait possible que le travail immatériel représente un bond en avant vers la socialisation et l'homogénéisation du travail. L'idée est qu'on aurait effacé les autres différences décisives entre les différentes formes de travail (travail productif/reproductif, travail dans l'industrie/agriculture, travail des soins), parce que toutes ces formes seraient tendanciellement identiques dans la mesure où elles commencent à intégrer le travail cognitif. Plus encore, toutes les activités qui, de manière croissante, s'intègrent au développement capitaliste contribuent au processus d'accumulation et la société se transforme en une immense fabrique. C'est ainsi que, par exemple, sévanourirait la distinction entre travail productif et improductif.

Et cela signifie que le capitalisme n'est pas seulement en train de nous conduire « au-delà » du travail, il serait également en train d'asseoir les bases elles-mêmes pour transformer notre expérience du travail en quelque chose de « commun » là où les différences commencent à s'effondrer.

Il est relativement facile de comprendre pourquoi ces théories sont populaires. Elles contiennent des éléments utopiques particulièrement attirants pour les travailleurs cognitifs, le « *cognitariat* » comme l'appelle Negri et d'autres activistes italiens. Avec cette nouvelle théorie apparaît un nouveau vocabulaire. « *Cognitariat* » à la place de prolétariat ; « *Multitude* » à la place de classe ouvrière, probablement parce que ce concept exprime l'unité créée par la nouvelle socialisation du travail, la « *communalisation* » du processus de travail, l'idée qu'au sein du processus de travail les travailleurs sont sans cesse plus homogènes puisque toutes les formes de travail intègrent du travail cognitif, informatique, communicationnel et ainsi de suite.

Comme je l'ai dit, cette théorie connaît un certain degré de popularité parce qu'il existe une génération de jeunes activistes – ayant plusieurs années de formations universitaires ou d'études supérieures – qui sont aujourd'hui employés dans du travail pré-

caire dans les différentes branches de l'industrie culturelle ou de l'industrie de la production de connaissance. Ces théories sont très populaires parmi eux parce qu'elles leur suggèrent qu'en dépit de la misère et de l'exploitation qu'ils subissent, nous sommes néanmoins engagés dans un mouvement historique vers un niveau plus élevé de production et de rapports sociaux.

C'est une génération de travailleurs qui considère que l'horaire de travail de « neuf à cinq » est une règle pénitentiaire. Pour eux, la précarité leur offre de nouvelles possibilités que leurs parents n'ont pas eues, mais dont ils avaient rêvé. L'homme jeune d'aujourd'hui, par exemple, n'est plus aussi discipliné que le fut son père ; et ce père était encore capable d'espérer que son épouse ou compagne soit économiquement dépendante de lui. Aujourd'hui, ces jeunes comptent avec des relations sociales qui supposent une moindre dépendance financière. La majorité des femmes ont un accès autonome à un revenu et refusent fréquemment d'avoir des enfants.

Ces théories interpellent une nouvelle génération d'activistes qui, en dépit des difficultés inhérentes au travail précaire, fantasment sur certaines possibilités qu'offre ce type d'activité. Ces théoriciens proposent de commencer par là, sans s'intéresser à la lutte pour le plein emploi. Mais il y a aussi une différence entre l'Europe et les États-Unis. En Italie, par exemple, au sein de ce mouvement des précaires, il existe une revendication en faveur du revenu garanti. Ils l'appellent la « sécurité de la flexibilité ». Leur discours est le suivant : nous n'avons pas d'emploi sûr, nous sommes précaires parce que le capitalisme a besoin que nous le soyons, alors ils doivent nous payer pour cela. Il y a eu des mobilisations importantes, spécialement le 1er Mai, et la revendication centrale était celle du revenu garanti. Le 1er Mai de cette année, à Milan, les gens du mouvement ont promené un « *Saint Précaire* », le saint patron des travailleurs précaires. Cette icône ironique apparaît dans les rassemblements et les manifestations centrées sur la question du travail précaire.

Critique du travail précaire et de son apologie indirecte

À partir d'ici je vais faire une critique de ces théories, une critique à partir d'un point de vue féministe. Mon intention n'est

pas, en exposant ma critique, de minimiser l'importance de ces théories. Celles-ci se sont nourries de nombreuses organisations et de luttes politiques liées aux changements dans l'organisation du travail qui affectent nos vies. Récemment, en Italie, le travail a constitué l'une des principales thématiques des mobilisations, ensemble avec la lutte pour les droits des immigrés.

Je ne veux donc pas minimiser la valeur du travail réalisé en rapport avec la thématique de la précarité. Il est évident que dans la dernière décennie nous avons assisté à l'émergence d'un nouveau type de lutte. Un nouveau type d'organisation issue des marges du poste de travail traditionnel. Là où le poste de travail classique était l'usine ou le bureau, nous voyons maintenant un nouveau type de luttes qui sort de l'usine vers le « territoire », en connectant divers lieux de travail et en construisant des mouvements et des organisations enracinées dans un territoire. Les théories du travail précaire tentent de rendre compte des nouveautés dans l'organisation du travail et de la lutte et elles prétendent également comprendre les formes émergentes d'organisation.

Et ceci est très important. En même temps, je pense que ce que j'appelle la théorie du travail précaire a de sérieux défauts, que j'ai déjà signalés dans ma présentation. Je résumerai ici les critiques pour discuter ensuite des alternatives possibles.

Ma première critique est que cette théorie se construit en se reposant sur une conception complètement erronée de la manière dont opère le capitalisme. Ils voient le développement capitaliste évoluer vers des formes plus élevées de production et de travail. Dans « *Multitude* », Negri et Hardt vont jusqu'à dire que le travail se fait plus « *intelligent* ». Le présupposé est que l'organisation capitaliste du travail et le développement capitaliste seraient déjà en train de créer les conditions nécessaires pour dépasser l'exploitation. Il serait même possible que l'écorce protectrice de cette société se brise d'elle-même, ce qui entraînerait la libération des potentialités préparées et développées en son sein. On imagine qu'un tel processus serait déjà en marche dans l'organisation actuelle de la production. Mon point de vue est que tout cela n'est qu'un pénible malentendu sur les effets de la restructuration induite par la globalisation capitaliste et par le tournant néolibéral.

Ce que Negri et Hardt ne perçoivent pas, c'est que le coût ter-

rible qu'implique le bond technologique qui favorise l'informatisation et l'intégration de l'information dans le processus de travail a été payé par une gigantesque croissance de l'exploitation à l'autre extrémité du processus. Il y a un lien de continuité entre le travailleur informatique et le travailleur du Congo qui extrait le coltan (produit nécessaire à la fabrication des ordinateurs, NdT) avec ses seules mains pour survivre, avant d'être exproprié et paupérisé par les rondes successives d'ajustements structurels ou par le vol constant de terres et de ressources naturelles communautaires.

Le principe fondamental est que le développement capitaliste est, toujours et en même temps, un processus de sous-développement. María Mies le décrit avec éloquence dans ses travaux : « *Ce qui se présente dans une partie du capitalisme comme du développement se présente dans une autre partie comme du sous-développement* ».

Ces théories ignorent complètement ce lien crucial, parce qu'elles sont entièrement pénétrées par l'illusion que le processus de travail est en train de nous unir. Quand Negri et Hardt évoquent le fait que le travail « *devient commun* » et qu'ils utilisent le concept de « *multitude* » pour désigner cette nouvelle forme de « *commun* » supposément construite par le développement des forces productives, ils sont aveugles face à ce qui se passe avec le prolétariat mondial.

Ils sont aveugles parce qu'ils ne voient pas la destruction de vies et de l'environnement que produit le capitalisme. Ils ne voient pas que la restructuration de la production a comme objectif de réformer et d'approfondir les divisions au sein de la classe travailleuse au lieu de les effacer. L'idée que le développement du « *micro-puces* » est en train de créer de nouveaux biens communs ou de nouveaux « *communards* » est on ne peut plus erroné : le communalisme ne peut être que le produit d'une lutte, il n'est jamais le résultat de la production capitaliste.

L'une de mes critiques à Negri et Hardt est qu'ils semblent croire que l'organisation capitaliste du travail est l'expression d'une rationalité plus élevée et que le développement capitaliste est nécessaire pour créer les conditions matérielles pour le communisme. Cette croyance est centrale dans leur théorie du travail précaire. On peut discuter pour savoir si cette croyance repré-

sente ou pas la pensée de Marx. Il est certain que dans le « Manifeste Communiste », ce dernier parle du capitalisme en ces termes, ainsi que dans certains passages des « *Grundrisse* ». Mais il n'est par certain que cela soit une thématique dominante dans l'œuvre de Marx, et certainement pas dans le « Capital ».

Travail précaire et travail reproductif

Une autre de mes objections à la théorie du travail précaire est qu'elle se présente comme neutre face à la question du genre. Elle admet, sans trop s'y étendre, que la réorganisation de la production est en train d'éliminer les rapports de domination et les hiérarchies qui existent au sein de la classe travailleuse en fonction de la race, du sexe et de l'âge et, en conséquence, elle ne se préoccupe pas de traiter ces rapports de pouvoir et ne dispose pas des outils théoriques et politiques pour penser à comment les aborder. Negri, Virno et Hardt névoquent nullement comment le salaire a été et continue d'être utilisé pour organiser ces divisions et comment, en conséquence, nous devons orienter les luttes pour le salaire afin qu'il ne devienne pas un instrument de division, mais qu'il aide au contraire à les réduire. Tel est, selon moi, l'une des questions principales que nous devons aborder dans le mouvement anticapitaliste.

Le concept de « *multitude* » suggère que toutes les divisions au sein de la classe travailleuse se seraient effacées ou qu'elles ne seraient plus politiquement significatives. Il s'agit là bien entendu d'une illusion. Certaines féministes soulignent que le travail précaire n'est nullement un phénomène nouveau. Les femmes ont toujours eu un rapport précaire avec le travail salarié. Mais la critique va beaucoup plus loin.

Je suis préoccupée par le fait que la théorie négrienne du travail précaire ignore et passe au-dessus de l'une des contributions les plus décisives de la théorie et de la lutte féministes : la redéfinition du travail et la reconnaissance que le travail féminin reproductif non rémunéré est une ressource fondamentale de l'accumulation capitaliste. En redéfinissant le travail domestique comme un travail, et non comme un service personnel, en le définissant comme un travail qui produit et reproduit la force de travail, les

féministes ont découvert un nouveau et profond mode d'exploitation que Marx et la théorie marxiste ont pratiquement ignoré. Toutes les intuitions politiquement importantes contenues dans ce type d'analyses disparaissent complètement quand on n'en tient aucunement compte dans la compréhension de l'organisation de la production.

Il y a un petit écho imperceptible des analyses féministes dans la théorie négrienne quand celle-ci inclut le « *travail affectif* » dans les activités qualifiées comme « *travail immatériel* ». Cependant, on ne reconnaît ainsi tout au plus que le travail des hôtesse de l'air ou des services de table dans la restauration puisqu'on suppose que lesdites travailleuses qu'ils appellent « *affectives* » doivent sourire à leurs clients...

Plus sérieusement, qu'est-ce donc que ce « *travail affectif* » ? Et pourquoi l'inclure dans la catégorie du travail immatériel ? J'imagine qu'on l'inclut – allez savoir – parce qu'il ne produit pas d'objets tangibles, mais des « états affectifs », autrement dit des sentiments. Et, à nouveau pour parler clairement, je pense que cela revient à jeter un petit os au féminisme, qui est aujourd'hui une perspective qui jouit d'un certain appui social et qui ne peut donc plus être simplement ignoré.

Mais le concept de « *travail affectif* » évacue tout le pouvoir démystificateur de l'analyse féministe du travail domestique. De fait, il réintroduit le travail domestique dans le domaine de la mystification en suggérant que le travail reproductif n'a seulement à voir qu'avec la production d'« émotions », de « sentiments ». On l'appelait autrefois le « travail de l'amour » et aujourd'hui Negri et Hardt ont découvert qu'il s'agit d'« affection ».

L'analyse féministe de la fonction de la division sexuelle du travail, de la fonction des hiérarchies de genre, l'analyse de la manière avec laquelle le capitalisme a utilisé le salaire pour mobiliser le travail féminin de reproduction de la force de travail, tout cela s'évanouit sous l'étiquette de « *travail affectif* ».

Que Negri et Hardt ignorent totalement cette analyse féministe confirme mes soupçons de départ ; cette théorie exprime les intérêts d'un groupe sélectif de travailleurs, rassemblés et mélangés dans la grande vague de la Multitude. En réalité, la théorie du travail précaire et immatériel s'occupe de la situation et des

intérêts des travailleurs du niveau plus élevé de la technologie capitaliste. Son désintérêt vis-à-vis du travail reproductif et sa supposition que tout travail est commun cache le fait qu'elle s'occupe des secteurs les plus privilégiés de la classe travailleuse. Et cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une théorie que nous pouvons utiliser pour construire un mouvement qui s'autoreproduise de manière véritable.

Pour cette tâche, la leçon du mouvement féministe est encore cruciale aujourd'hui. Dans les années « 70, le féminisme a tenté de comprendre les racines de l'oppression et de l'exploitation des femmes et des hiérarchies de genre. Les féministes décrivent ces phénomènes comme le produit d'une division inégale du travail, qui force les femmes à travailler pour la reproduction de la classe travailleuse. Cette idée a été décisive pour la critique sociale radicale et ses conséquences doivent encore être comprises et développées dans tout leur potentiel.

Quand nous disons que le travail domestique est véritablement du travail pour le capital, que même s'il c'est un travail non rémunéré il contribue à l'accumulation du capital, nous disons quelque chose de fondamental sur la nature du capitalisme en tant que système de production. Nous affirmons que le capitalisme se construit sur une immense somme de travail non rémunéré et qu'il ne s'érige pas exclusivement, ou premièrement, sur des rapports contractuels. Nous disons aussi que le rapport salarial occulte le travail non rémunéré et servile qui constitue la nature d'une grande partie du travail qui rend possible l'accumulation de capital.

En outre, quand nous disons que le travail domestique ne reproduit pas seulement la « vie », mais aussi la « force de travail », nous commençons par séparer deux sphères distinctes de notre vie et de notre travail qui sont apparemment indissolublement reliées. Nous commençons à être capables de concevoir une lutte contre le travail domestique entendu désormais comme la reproduction de la force de travail, qui est la reproduction du bien le plus important que possède le capital : « la capacité de travail », qui rend possible que les travailleurs soient exploités.

En d'autres termes, reconnaître que ce que nous appelons le « travail reproductif » est un domaine de l'accumulation et donc,

également de l'exploitation, nous permet aussi de voir la reproduction comme un lieu de lutte et, ce qui est plus important, de la concevoir comme une lutte anticapitaliste.

Comment lutter contre le travail reproductif? Ce n'est pas la même chose que de lutter sur un poste de travail à l'usine – par exemple, la lutte contre les cadences sur la ligne de montage —, parce que de l'autre côté de la lutte il y a des personnes et non des choses. Dès que nous affirmons que le travail reproductif est un terrain de lutte, nous devons immédiatement nous demander comment lutter sur ce terrain sans détruire les personnes qui sont à notre charge. Tel est le problème que connaissent très bien les mères, les institutrices et les infirmières.

C'est pour cela qu'il est si important de pouvoir tracer une séparation entre la création d'êtres humains et leur reproduction en tant que force de travail, en tant que futurs travailleurs qui, pour cette raison même, ont besoin d'être entraînés non pas en fonction de leurs besoins et désirs, mais qui doivent être disciplinés et soumis à des règles d'un type particulier.

Il est par exemple important pour les féministes de se rendre compte qu'une partie du travail domestique et d'éducation des enfants est un travail « policier » à leur égard afin qu'ils s'adaptent à une discipline de travail particulière. Nous commençons à voir alors que le rejet de certaines caractéristiques de ce travail permet de nous libérer ainsi que nos enfants. Nous avons pu comprendre que la lutte ne se réalise pas aux dépens de ceux que nous éduquons. De fait, notre refus ouvre la voie à leur propre lutte et pour le processus de leur libération.

Dès que l'on comprend qu'au lieu de reproduire la vie nous sommes en train d'élargir l'accumulation capitaliste et dès que l'on commence à définir le travail reproductif comme un travail pour le capital, nous ouvrons également la possibilité d'un processus de recomposition des rapports entre les femmes.

Pensons, par exemple, au mouvement des prostituées que nous appelons maintenant le mouvement des « travailleuses du sexe ». Les origines de ce mouvement en Europe remontent à 1975 quand un groupe de travailleuses du sexe à Paris a occupé une église en protestation contre une nouvelle régulation par zones qu'elles voyaient comme une attaque à leur sécurité. Il y a eu un

rapport clair entre cette lutte – qui s’est ensuite propagée dans toute l’Europe et aux États-Unis et le mouvement féministe qui était en train de penser et de remettre en question le travail domestique. La possibilité de dire que la sexualité était un travail pour les femmes a mené à une nouvelle manière de penser les relations sexuelles, y compris les relations homosexuelles. Grâce aux mouvements féministes et homosexuels, nous avons pu commencer à penser les formes avec lesquelles le capitalisme exploite notre sexualité pour la rendre « productive ».

Pour conclure, ce fut un progrès important que les femmes aient pu commencer à comprendre le travail non rémunéré et la production qui est réalisé au sein et à l’extérieur du foyer en tant que reproduction de la force de travail. Cela a permis de repenser chaque aspect de la vie quotidienne – éducation des enfants, relations entre les hommes et les femmes, relations homosexuelles et sexualité en général – et tout cela en fonction de l’exploitation et de l’accumulation capitalistes.

Pour créer un mouvement qui s’autoreproduise

Dans la mesure où nous avons été capables de penser que chaque aspect de la vie quotidienne est potentiellement libérateur ou exploiteur, nous avons pu également nous rendre compte des différentes manières dont s’interconnectent les femmes et les luttes des femmes. Nous avons découvert la possibilité d’« alliances » que nous n’avions pas imaginées et la possibilité de surmonter les divisions créées entre les femmes, également sur base de l’âge, de la race et de la préférence sexuelle.

Nous ne pouvons pas construire un mouvement durable sans comprendre ces rapports de pouvoir. Nous avons également besoin d’apprendre plusieurs choses des analyses féministes du travail reproductif parce qu’aucun mouvement ne peut survivre sans s’intéresser à la reproduction de ses membres. Telle est l’une des faiblesses du mouvement pour la justice sociale aux États-Unis.

Nous participons à des manifestations, nous organisons des activités et c’est le maximum que nous faisons dans notre lutte. Mais l’analyse sur comment il est possible de reproduire le mouvement et nous reproduire nous-mêmes n’est pas au centre de

l'organisation du mouvement lui-même. Il est nécessaire de revenir à la tradition historique de la classe travailleuse et d'organiser une « aide mutuelle », il faut repenser cette expérience, non pas nécessairement pour les ressusciter telle quelle, mais pour nous nourrir d'elle dans le présent.

Il faut construire un mouvement qui inclut à son agenda les conditions nécessaires pour sa propre reproduction. Il est nécessaire que la lutte anticapitaliste invente différentes alternatives et soit capable de construire ses propres voies de reproduction de manière collective.

Nous devons nous assurer que nous n'affrontons pas seulement le capital au moment des manifestations, mais que nous le faisons collectivement et à tout moment dans nos vies. Ce qui se passe à l'échelle internationale est la preuve que c'est seulement lorsque nous comptons avec des formes collectives de reproduction, que c'est seulement quand nous avons des communautés qui se reproduisent elles-mêmes de manière collective, que nos luttes peuvent alors bouger et s'orienter dans un sens radicalement pugnace face à l'ordre établi. Citons par exemple les luttes des peuples indigènes contre la privatisation de l'eau ou contre les compagnies pétrolières qui détruisent leurs terres en Équateur.

Je veux terminer cet exposé en disant ceci : si nous prêtons attention aux exemples des luttes à Oaxaca, en Bolivie et en Équateur, nous verrons que les confrontations les plus radicales ne sont pas celles lancées par les travailleurs « *cognitifs* », ou celles qui surgissent en vertu des « *biens communs* » d'Internet. La force du peuple d'Oaxaca, par exemple, réside dans la profonde solidarité qui unit ceux qui luttent, une solidarité qui a rendu possible le soutien d'autres peuples indigènes de tout le territoire de l'État mexicain. Même chose en Bolivie : le peuple qui a empêché la privatisation de l'eau a une longue tradition de lutte communautaire. C'est ce type de luttes que nous devons inclure à notre agenda pour construire ce type de solidarités et comprendre de quelle manière nous pouvons surmonter ce qui nous divise.

Et pour conclure, le principal problème dans la théorie du travail précaire est qu'elle ne nous donne pas le moindre outil pour surmonter la manière avec laquelle on nous a divisés. Car ce sont ces divisions, continuellement recrées et reproduites, qui consti-

tuent notre principale faiblesse au regard de notre capacité à résister à l'exploitation et à créer une société égalitaire.

Traduction française pour Avanti4.be : Aulfo Rier

Source: <http://www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=3007>

Aux origines du capitalisme patriarcal

Entretien avec Silvia Federici

[Silvia Federici est une théoricienne et une militante féministe marxiste. Elle a notamment écrit l'ouvrage majeur *Caliban et la sorcière* qui paraît enfin en français le 22 avril 2014 aux éditions Entremonde.]

Federici a compté parmi les membres fondatrices de *International Feminist Collective*, collectif né dans les années 1970 et qui est à l'origine de la campagne « Un salaire pour le travail ménager » (*Wages for Housework*) également porté par des figures comme Selma James ou Maria Dalla Costa. En décembre dernier, Tessa Echeverria and Andrew Sernatinger, qui animent le socialist podcast *Black Sheep*, ont eu l'opportunité de l'interviewer.]

Tessa Echeverria : Pourriez-vous nous parler un peu de vous ? Comment en êtes-vous venue à vous engager dans la lutte féministe et comment êtes-vous devenue essayiste ?

Silvia Federici : Je me suis engagée dans le mouvement des femmes dans les années 1970 parce que, comme de nombreuses femmes de ma génération, j'étais très frustrée par la perspective d'une vie pratiquement dédiée au travail domestique. À la fin des années 1960, je suis venue aux États-Unis pour travailler sur mon mémoire de thèse. Je me suis impliquée dans les mouvements étudiants et antiguerre, et j'ai vraiment ressenti la frustration d'évoluer dans un environnement dominé par les hommes.

Les origines de mon implication dans le féminisme sont plus profondes encore. J'ai grandi dans l'Italie de l'après-guerre, et les effets de la guerre ont beaucoup contribué à développer une désaffection à l'égard de la question de la reproduction. Après avoir vécu le carnage de la Seconde guerre mondiale, l'idée d'une maternité idéalisée comme celle vécue, ou du moins envisagée, par nos mères, était devenue complètement étrangère à nous.

L'Italie était alors une société très patriarcale. L'influence du fascisme était très forte, et cela avait contribué à la glorification de la maternité et à la promotion d'une image sacrificielle de la féminité : la femme doit se sacrifier pour le bien commun. Tous ces facteurs ont beaucoup joué dans mon enthousiasme immédiat pour le mouvement des femmes.

Andrew Sernatinger : Si nous tenions à vous interviewer, c'est aussi parce qu'il y a très peu d'économistes radicaux féministes, ou de théoricien·ne·s marxistes, qui s'intéressent particulièrement au travail des femmes. Vous êtes avant tout connue pour vos analyses en faveur d'un salaire pour le travail domestique, dès lors nous espérons que vous accepteriez de déployer pour nous vos arguments et de nous expliquer en quoi cela est important.

SF : En 1972, j'ai lu un article d'une féministe italienne, Maria Dalla Costa, « The Power of Women and the Subversion of Community ». Dans cet article, Dalla Costa proposait une analyse du travail domestique qui m'a aussitôt permis de résoudre nombre de questions que je me posais moi-même. À revers des manières d'envisager le travail domestique dans la littérature radicale et progressiste, elle considérait que le travail ménager, le travail domestique et l'ensemble des activités complexes via lesquelles la vie est reproduite constituaient en fait un travail essentiel dans l'organisation capitaliste de la production. Cela produit non seulement les repas et les habits propres, mais cela reproduit également la force de travail et constitue, en cela, le travail le plus productif au sein du capitalisme. Sans ce travail, aucune autre forme de production ne serait possible.

Cette lecture m'a fait grande impression, et à l'été 1972, j'ai sé-

je suis allé en Italie pour rencontrer Dalla Costa et m'engager parmi les fondatrices du *International Feminist Collective*, à l'origine de la campagne pour le salaire ménager. *Wages for housework* était vraiment la traduction concrète de cette théorie qui expliquait la dévaluation et l'invisibilité du travail domestique en régime capitaliste par le fait que ce travail n'était pas rémunéré.

À l'époque, cette campagne était franchement impopulaire parmi de nombreuses féministes qui nous accusaient de vouloir institutionnaliser les femmes au foyer. Mais l'une des fonctions de la campagne consistait à rendre le travail ménager visible, à redéfinir dans l'imaginaire collectif ce à quoi correspondait ce travail. Nous voulions montrer qu'il s'agissait d'un travail central et essentiel, et non d'un simple service personnel dédié aux hommes et aux enfants. La revendication comportait également une importante dimension économique en cela que nous constatons le grand nombre de femmes soumises à la dépendance des hommes à cause de la nature non salariée de ce travail. Ce travail charriait dès lors des relations de pouvoir en cela que des femmes ne pouvaient pas quitter une relation abusive, par exemple, à cause de leur situation de dépendance.

Cette vie sans revenus, cette condition non salariée, poursuivait les femmes où qu'elles aillent, même quand elles prenaient un boulot en dehors de la maison. Nous pensions en effet que le schéma qui veut que les femmes consacrent leurs vies entières à travailler sans être rémunérées était probablement à l'origine de la situation qui les attendait quand elles travaillaient en dehors du foyer : elles étaient moins payées, et la plupart des postes auxquels elles pouvaient prétendre n'étaient que des appendices du travail domestique.

Nous n'avons jamais envisagé cette revendication comme une fin en soi, mais plutôt comme un point d'appui pour renverser le rapport de force entre les hommes et les femmes, et entre les femmes et le capital. Il s'agissait d'une véritable analyse du salaire : qu'est-ce que le salaire ? Cette réflexion nous a emmenées bien au-delà de la pensée de Marx.

Pour Marx, le salaire dissimule le travail non payé effectué par les travailleurs, mais il ne voit pas à quel point le salaire a servi à hiérarchiser et à diviser le travail, en commençant par la segmentation par le genre tout comme la stratification raciale.

En un mot, le salaire pour le travail ménager était une manière de déstabiliser et de renverser une division sociosexuelle du travail injuste et inégalitaire. En un sens, cette campagne devait jouer le même rôle que celui des révoltes contre l'esclavage. Nous avons l'habitude de souligner qu'il y avait une différence majeure entre la lutte des esclaves pour accéder au travail salarié et la lutte des travailleurs pour de meilleurs salaires. Il s'agit de démanteler toute une architecture sociale qui a jusqu'alors joué un rôle extrêmement puissant dans le fait que les gens restent divisés tout en s'assurant une large quantité de travail non rémunéré.

Tel était le but et la raison d'être de cette campagne qui, comme je l'ai dit, a rencontré l'opposition d'un grand nombre de franges du mouvement des femmes. Mais j'ai noté un changement ces dernières années, et je crois que votre question en est le reflet : ce nouvel intérêt pour cette revendication est, à mon avis, dû au fait que 30 ans plus tard, la grande illusion qui berçait le mouvement des femmes à propos du caractère émancipateur du travail salarié à l'extérieur du foyer a grandement décliné.

TE : Pour ma part, ce qui m'a vraiment ouvert les yeux, c'est la lecture des premiers chapitres de votre ouvrage *Revolution at Point Zero* et la manière dont vous y analysez la reproduction et dont vous éclairez la nature du travail domestique, en montrant qu'il s'agit d'une forme de travail au plein sens du terme, et que la revendication du salaire ménager a servi à le mettre à jour.

SF : Tout à fait ! J'ai en effet intitulé le chapitre qui ouvre le livre : « Un salaire *contre* le travail ménager » (« Wages Against Housework ») parce qu'il était très clair pour nous que le salaire pour le travail domestique était en même temps un salaire contre le travail domestique. Les femmes qui se sont révoltées contre le travail domestique ont eu à souffrir d'une immense culpabilité. Elles ne se sont jamais considérées comme des travailleuses en lutte. Les membres de leurs familles et de leurs communautés n'ont pas non plus vu en elles des travailleuses en lutte : au contraire, quand elles refusaient de faire les tâches auxquelles elles étaient astreintes, on les considérait comme de mauvaises femmes.

Ça montre à quel point cela a été naturalisé. Tu n'es pas considérée comme une travailleuse, tu es simplement envisagée comme accomplissant ton destin naturel en tant que femme. De notre point de vue, la revendication d'un salaire pour le travail domestique coupait justement le cordon ombilical entre nous et le travail domestique.

TE : Toujours à propos de l'économie du travail domestique, beaucoup vous rétorqueraient que la production capitaliste consiste à aller sur un lieu de travail, vendre sa force de travail, obtenir un salaire et c'est tout. Le travail domestique est extérieur à ça. J'aurais voulu savoir ce que vous répondriez à une telle description ?

SF : Je serais évidemment en désaccord ! C'est précisément pour cette raison que j'ai mené le travail de recherche historique dont *Caliban et la sorcière* est le fruit. Je souhaitais fonder théoriquement et historiquement l'idée que le travail domestique n'est pas l'héritage ou le résidu d'une ère précapitaliste, mais une activité spécifique dont les rapports sociaux ont été forgés par le capital. En d'autres termes, je voulais fonder l'idée qu'il s'agissait d'une nouvelle forme d'activité.

Mon travail devait montrer comment le capitalisme a créé la figure de la femme au foyer. Il est évident que chaque période soulève des nécessités bien précises : j'ai commencé mon étude par les xvi^e et xvii^e siècles, périodes de transformation des activités productives, dans laquelle une seule de ces activités, à l'aube de l'économie de marché, a fini par être considérée comme effectivement productive. Seul le travail salarié est « valorisé » et les activités reproductives rémunérées ont commencé à disparaître. C'est là la première étape, l'idée fondatrice.

Mais par la suite, bien sûr, dans le courant des siècles suivants et en particulier au xix^e, on peut de fait tracer tout un ensemble de politiques spécifiques. Dans *Caliban et la sorcière*, je pointe du doigt le fait que dans l'Europe du xvii^e siècle, les femmes ont été exclues de toutes les activités qu'elles avaient en dehors de la maison. Au Moyen Âge, elles furent exclues des guildes, qui constituaient à peu près un équivalent des organisations des travailleurs contem-

poraines. Très vite, elles ne purent obtenir que des emplois en référence au travail domestique : infirmières, nourrices, domestiques, blanchisseuses, etc. C'est ainsi que commence à se dessiner sous nos yeux la formation très concrète, sous des formes historiques très précises tout au long des *xvi^e* et *xvii^e* siècles d'une nouvelle forme de travailleuse qui s'est vue de plus en plus invisibilisée.

En fait, cette forme de travailleuse est partie prenante de la chaîne de montage produisant la force de travail. Marx évoque la reproduction de la force de travail, mais il en parle d'une manière tout à fait étrange. Pour Marx, la reproduction du travailleur se fait par le truchement du salaire, et par le panier de marchandises qui équivaut à son salaire. Le travailleur consomme des marchandises. Il utilise sa paye pour acheter de la nourriture et des vêtements, puis il consomme ces marchandises et se reproduit. Voilà, il n'y a pas de trace d'un autre travail à l'œuvre dans la description offerte par Marx.

J'ai toujours expliqué ce phénomène en rappelant qu'au moment où Marx écrit, on est dans une période du développement du capital industriel assurant l'emploi maximal des femmes, en particulier des plus jeunes femmes, dans les usines. Peut-être que Marx a surtout été le témoin de cette main-d'œuvre féminine dans l'industrie, et que dans la première phase du développement industriel le travail reproductif était extrêmement restreint ; c'est là l'une des explications que j'ai données à l'incompréhension marxienne. Mais la part de travail nécessaire à la reproduction quotidienne et générationnelle de la force de travail est bien plus importante que cela. Si l'on s'y intéresse, dès 1860, ce travail est déjà définitivement assigné aux femmes.

Au tournant du siècle et plus tard au moment de la Première Guerre mondiale, on assiste à la production concertée de la figure de la femme au foyer et le travail domestique devient alors l'objet d'une véritable science. C'est cette science qu'on enseigne à l'école à toutes les filles, et on assiste à la mise en place d'une campagne idéologique déployée afin de transformer le foyer en centre de production et de reproduction de la force de travail. Cette analyse qui veut que le travail domestique reste essentiel au processus de valorisation du capital a de profondes bases historiques.

AS : On peut rattacher cette problématique à celle de la théorie de la valeur, que beaucoup de marxistes considèrent comme essentielle à une compréhension critique du capitalisme. La question de la « reproduction », par exemple, ne représente que quelques pages dans le volume 1 du *Capital*, des pages assez vagues qui disent que la reproduction est en même temps une forme de production. Je me demandais si votre défense de l'idée du salaire ménager disposait d'une théorie de la valeur correspondante. Est-ce que votre analyse essaie de comprendre comment les femmes contribuent à la production de la plus-value ?

SF : La production de plus-value est d'emblée sociale. Ce n'est jamais le produit d'une activité ou d'une personne en particulier. C'est là quelque chose de très important et de toujours valable à partir des travaux de Marx. En régime capitaliste, la production de valeur n'est jamais exactement le fait d'une unité sociale particulière, elle est un produit social. En d'autres termes, on peut se figurer une grande chaîne d'assemblage à l'échelle de la société, dont tous les maillons sont nécessaires pour produire la plus-value. La plus-value est par exemple évidemment réalisée dans la vente des produits du travail. Si vous avez une usine qui produit une douzaine de voitures et que ces voitures ne sont jamais vendues, alors la plus-value contenue dans ces marchandises n'est jamais réalisée.

Ce que je suggère ici c'est que les activités par lesquels le travailleur salarié est reproduit font partie intégrante de cette chaîne de montage sociale : c'est un moment du processus social qui détermine la plus-value. Bien que nous ne puissions pas établir une relation directe entre ce qui se joue dans la cuisine et la valeur qui y est réalisée – à travers l'exemple de la vente d'une voiture et de bien d'autres produits – cependant, à en juger par la nature sociale de la production de valeur, on peut dire qu'il existe une usine sociale qui va bien au-delà de l'usine elle-même.

TE : En gardant cela en tête, comment l'idée d'un salaire pour le travail domestique pourrait changer cette dynamique ? Est-ce que la perception d'un salaire produirait un autre rapport ?

SF : À nos yeux, l'élément déterminant de la campagne pour un salaire pour le travail domestique consistait dans sa capacité à unir les femmes. Pas seulement par ce que cela produirait en terme d'une redistribution des richesses, donnant aux femmes plus de pouvoir et remettant en question leur dépendance vis-à-vis des hommes – et dès lors changeant le rapport entre les femmes et les hommes –, mais aussi à travers le pouvoir d'unification d'un tel mot d'ordre. La première chose que vous devez vous demander quand vous voulez porter une revendication consiste à savoir si elle a un pouvoir d'unification, si elle vous donne plus de force dans la lutte ou si, en fait, cette revendication ne rétablit pas ou n'approfondit pas les divisions au sein du peuple.

« Un salaire pour le travail domestique » a été une campagne unificatrice parmi les femmes : bien qu'il y ait évidemment une minorité de femmes qui sont des « hommes » dans la plupart des sphères de la vie pratique, en ce qu'elles contrôlent le capital et qu'elles sont des capitalistes, la grande majorité des femmes sur cette planète – qui réalisent le travail domestique – sont dévaluées, très souvent dépendantes des hommes, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer. C'est ainsi que pour nous cette revendication est avant tout importante en ce qu'elle constitue un moyen d'unifier et de pointer du doigt la dévaluation en régime capitaliste du travail domestique que nous effectuons toutes. Pour nous, cela n'a jamais été : « D'accord, on reçoit un chèque à la maison et tout reste comme avant. »

AS : J'aurais juste voulu revenir sur ce dernier élément. À la lecture de vos textes, on a l'impression que vos arguments sont d'une grande simplicité, comme celui du « salaire ménager », puis vous entrez dans un certain nombre de nuances et de distinctions subtiles. J'aurais aimé que vous reveniez sur ces dernières. Par exemple, vous dites que le salaire ménager doit être payé par le capital, et que vous ne défendez pas la salarisation du travail domestique. Est-ce que vous pourriez nous dire comment vous verriez la mise en œuvre d'un salaire ménager – qui en seraient les acteurs et actrices et comment ce revenu serait géré ?

SF : Beaucoup nous ont demandé de déplier un programme ficelé, et nous avons toujours résisté à cette injonction. Nous avons réalisé que comme pour la sécurité sociale et bien d'autres formes d'assistances sociales, tous ces programmes peuvent être organisés et administrés de bien des façons : ils peuvent être mis en place sur la base de moyens qui unissent les gens, qui les divisent, qui créent des hiérarchies ou qui n'en produisent pas. Prenez la sécurité sociale : elle a été élaborée de façon à en exclure les personnes dédiées au travail domestique. Vous avez beau travailler toute votre vie, mais au foyer vous ne bénéficierez jamais de la sécurité sociale, si ce n'est par l'intermédiaire de votre mari – et seulement après neuf ans de vie conjugale !

Nous étions toutes très attentives à la dimension sociale du pouvoir : « Face à quel pouvoir adressons-nous nos revendications ? » Il y a des choses qui ont toujours été claires pour nous : d'une part, ce devait être l'État et non des hommes en tant qu'individus. Pour nous, l'État était le représentant du capital collectif. D'autre part, tout employeur bénéficie du fait qu'une personne reste au foyer pour réaliser le travail domestique, qu'il s'agisse d'hommes, de femmes ou d'enfants. Nous comprenions très bien qu'il fallait mettre l'accent sur le fait qu'il s'agissait d'un salaire ménager, pas d'un salaire pour les femmes au foyer, pas d'un salaire pour les femmes. Cette revendication devait avoir le potentiel de dégenrer le travail domestique.

Nous considérons notre revendication comme potentiellement accomplissable de différentes manières, pas seulement directement monétaires, mais à travers l'aide au logement par exemple. L'un de nos arguments consiste à dire que, pour les femmes, la maison constitue l'usine, c'est là le lieu de la production. En cela, nous entendons bien être payées à ce titre. Mais nous n'avons pas voulu lutter pour les services de garde d'enfants de la même manière que beaucoup d'autres, c'est-à-dire en considérant que la lutte pour les services de garde d'enfants se menait afin de nous libérer du temps pour aller travailler.

Le salaire pour le travail domestique pourrait être obtenu à travers un salaire, mais aussi par le prisme d'une foule d'avantages et de services qui prennent acte du fait que ce qui se joue au foyer est bien un processus de travail et que ceux ou celles qui le réa-

lisent doivent avoir le droit de prendre du repos ou de s'absenter de leur travail. Nous n'avons donc jamais conçu de modèle pour mettre en œuvre notre revendication, car nous attendions d'avoir accumulé suffisamment de forces pour commencer à imaginer des formes de négociation et le large spectre de possibilités qui l'aurait accompagné.

TE : J'aimerais passer à un autre sujet et nous concentrer sur l'accumulation primitive telle que vous la développez dans *Caliban et la sorcière*. Marx parle de manière générale de la façon dont le capitalisme s'est développé et comment il a réalisé son expropriation originelle à travers la conquête, le vol et l'esclavage. Dans *Caliban et la sorcière*, vous proposez un récit de l'accumulation primitive très proche de la proposition de Marx, mais qui comporte aussi des différences importantes. Pourriez-vous nous en dire plus ?

SF : La notion d'accumulation est d'abord l'œuvre d'Adam Smith, reprise par Marx pour servir sa propre argumentation. Marx montre qu'aux origines du capitalisme, une période initiale d'accumulation et de mise en place des rapports sociaux fondamentaux est nécessaire pour permettre le « lancement » du capitalisme. Il est en particulier essentiel de séparer les travailleurs des moyens de production.

Marx décrit cette période préparant le lancement du capitalisme comme une période d'accumulation primitive, qui est en réalité une accumulation de terres, de travail et de minerais comme l'argent. C'est par exemple de cette manière que l'on peut expliquer la conquête des Amériques aux XVI^e et XVII^e siècles : produire une réserve d'argent qui est venue alimenter l'économie monétaire. Dans un grand nombre de contrées européennes, et notamment en France et en Angleterre, on a assisté à un processus d'*enclosure* qui a exproprié une grande partie de la paysannerie. Ce processus a transformé les peuples, les paysans, les fermiers, les artisans, autant de catégories sociales ayant un accès direct avec leurs moyens de (re)production ; c'est un processus qui les a transformés en masses totalement dépossédées et forcées à travailler pour une bouchée de pain.

Ce que je défends dans mon livre, c'est que la description fournie par Marx de ce processus est extrêmement limitée. Marx est probablement conscient de l'importance des conquêtes coloniales et des *enclosures*, mais il occulte des processus pour moi fondamentaux à ce qui allait constituer la jeune société capitaliste.

Marx néglige en particulier l'histoire de la chasse aux sorcières, une grande guerre menée contre les femmes où des centaines et des centaines d'entre elles ont été arrêtées, torturées, tuées, brûlées en place publique. Marx n'aborde pas non plus le rôle des législations anti-contraception et le contrôle sur la reproduction « biologique », ou encore sur la législation ayant forgé un nouveau modèle de la famille, un nouveau type de rapports sociaux de sexualité. Ces mesures placèrent le corps des femmes sous la tutelle de l'État. Ce que l'on vit naître avec le développement du capitalisme fut une politique ayant désormais en ligne de mire le corps des femmes et la procréation comme aspects fondamentaux de la production de la force de travail. En ce sens, le développement du capitalisme a transformé le corps des femmes en machines à produire des ouvriers, ce qui explique pourquoi ces âpres et funestes lois contre les femmes ont été mises en place là où la peine de mort était infligée pour punir toute forme d'avortement.

Ce que j'ai tenté de montrer dans *Caliban et la sorcière*, c'est qu'une autre histoire est à écrire : une histoire qui n'est pas seulement celle du procès de production, mais celle de la transformation du processus de reproduction de la force de travail. C'est une histoire, qui envisage l'État comme un État en guerre contre les femmes, détruisant la puissance des femmes pour les réduire au statut de travailleuses non payées.

Voilà le travail d'historienne que j'ai mené, qui ne se contente pas d'ajouter des éléments à ce que l'on connaissait déjà de la même période, mais qui tente en quelque sorte de redéfinir ce qu'est le capitalisme et qui se demande quelles sont les conditions de reproduction de la société capitaliste. En écrivant cette histoire, j'ai élaboré une démarche théorique que j'ai par la suite mise en œuvre pour analyser la restructuration de l'économie mondialisée.

TE : Dans *Caliban...*, vous évoquez la chasse aux sorcières et vous prolongez la réflexion de Marx sur l'accumulation pri-

mitive, mais vous semblez également reconsidérer les catégories de ce qui est accumulé. Vous évoquez la terre, le travail, l'argent, mais vous vous penchez également sur le savoir, et en particulier le savoir des femmes lié aux moyens de contraception et comment s'est effectué la dépossession de ce savoir concernant nos corps et nos moyens de nous reproduire et de former des familles comme nous l'entendions.

SF : En effet ! Si on s'attelle à repenser l'accumulation primitive, on peut dès lors penser de multiples *enclosures* : non seulement l'*enclosure* des terres, mais également l'*enclosure* des corps. Quand vous vous retrouvez terrorisée au point que vous ne pouvez plus avoir de contrôle sur vos moyens de reproduction, sur votre vie sexuelle, alors vous êtes véritablement dépossédée (*enclosed*) de votre corps. On peut parler d'*enclosure* du savoir étant donné que, pour exemple, il y a eu une véritable offensive contre les moyens que les femmes utilisaient pour contrôler leur procréation. Les femmes ont transmis une quantité gigantesque de savoir – aujourd'hui, on aurait tendance à être un peu sceptiques concernant quelques-unes de ces techniques, mais il n'y a pas de doute que nombre d'entre elles ont été transmises de génération en génération. Ce que, pour ma part, j'objecte à l'analyse de Marx – aussi majeure soit-elle – c'est sa conception limitée de l'espèce de dépossession qu'il a fallu pour créer le prolétariat moderne.

AS : L'une des choses que vous mentionnez dans votre ouvrage, *Revolution at Point Zero*, consiste en une certaine critique des canons marxistes ou, du moins, anticapitalistes. Je me demandais si vous pouviez continuer là-dessus et si vous pouviez nous dire quel rôle joue votre compréhension des aspects genrés du capitalisme dans votre pratique politique ?

SF : J'ai le sentiment que cette question de la reproduction est essentielle, non seulement à l'organisation capitaliste du travail, mais qu'elle est aussi essentielle à tout processus véritablement révolutionnaire, à tout processus de transformation significative de la société. À mon avis, c'est d'autant plus important aujourd'hui étant donné que ni l'État, ni le marché, ne sont en mesure de nous

reproduire. Le démantèlement de l'État social est à l'œuvre partout dans le monde si bien que cela nous laisse sans soutien aucun pour assurer notre reproduction.

Il existe également une autre nécessité, qui a à voir avec la désintégration des formes de lien social dans nos vies quotidiennes et nos communautés provoquée par la destruction économique à l'œuvre depuis trois décennies. Les formes d'organisation et les types de solidarités qui ont pu se construire au fil de longues années ne sont pratiquement plus là. C'est tout un processus de reconstruction qui doit se mettre en place si on veut avoir le pouvoir de changer nos vies, d'imposer un autre genre de société. Le travail reproductif et ce qui se joue au foyer sont vraiment fondamentaux en cela qu'ils font la démonstration claire de toutes les divisions à l'œuvre pour garder les gens en esclavage dans cette société, en commençant par la division entre les femmes et les hommes, mais aussi entre les jeunes et les vieux, et les divisions qui se fondent sur la question raciale.

AS : Nombre de personnes à l'extrême gauche, que ce soit dans les sphères anarchistes ou marxistes, prétendent que le sort des femmes les préoccupe, mais en ont encore une appréhension en terme de lieu de travail. Ils pourront être d'accord avec nombre de vos arguments, mais diront que, compte tenu de nos forces, nous devrions nous focaliser sur les lieux de la production capitaliste (l'usine) parce que c'est là que se joue la part essentielle du potentiel de transformation. J'aimerais savoir comment vous leur répondriez ?

SF : Il me semble que ce que vous évoquez là correspond à une vision très étriquée de ce qu'on a pu appeler la lutte des classes. Même à l'échelle de l'histoire récente, de nombreux mouvements qui ont eu un véritable impact sur les années 1960 et 1970 étaient des mouvements dont la base agissante se jouait bien au-delà de l'usine. Le mouvement pour les droits civiques ou le mouvement du Black Power étaient loin d'être des mouvements ancrés à l'usine. Cela devrait nous enseigner qu'il y a une puissance de la communauté, et que cette puissance ne se joue pas seulement à l'usine. Avec la précarisation du travail et le type de chantage aux-

quels sont désormais soumis les travailleurs salariés, il se trouve que les luttes sur les lieux de travail salarié sont rarement triomphantes sans le soutien de la communauté. Cette connexion entre l'usine et la communauté était de règle avant les années 1930-1940 et le New Deal.

Nous avons besoin de reconcevoir cette séparation. Il me semble que l'un des aspects centraux de la lutte aujourd'hui est à voir dans la manière dont nous transformons ce type de reproduction qui nous est d'ordinaire imposé, en cela qu'elle nous reproduit en tant que travailleurs et travailleuses, en tant que force de travail, en tant que personnes destinées à différentes formes d'exploitation. Nous devons transformer cela en un travail reproductif qui nous reproduirait selon nos besoins réels et nos désirs. Voilà l'un des défis fondamentaux que nous devons relever aujourd'hui.

Traduit de l'anglais par Stella Magliani-Belkacem.

Source : <http://blacksheepodcast.org/2014/02/23/the-making-of-capitalist-patriarchy-interview-with-silvia-frederici/>

Si ce texte vous a intéressé-e, adressez-nous vos commentaires. Pour tout renseignement sur nos publications et le matériel en diffusion à La Sociale, vous pouvez également nous rejoindre à :

La Sociale/CDL, C.P. 266, succ. C,
Montréal (Qc), H2L 4K1

asociale@colba.net

Caliban et la Sorcière

Femmes, corps et accumulation primitive

de Silvia Federici



430 p. / 13 x 20 cm

Essai, traduction de l'anglais (États-Unis) par le collectif Senonevero, revue et complétée par Julien Guazzini.

Silvia Federici revisite ce moment particulier de l'histoire qu'est la transition entre le féodalisme et le capitalisme, en y introduisant la perspective particulière de l'histoire des femmes.

Elle nous invite à réfléchir aux rapports d'exploitation et de domination, à la lumière des bouleversements introduits à l'issue du Moyen Âge. Un monde nou-

veau naissait, privatisant les biens autrefois collectifs, transformant les rapports de travail et les relations de genre. Ce nouveau monde, où des millions d'esclaves ont posé les fondations du capitalisme moderne, est aussi le résultat d'un asservissement systématique des femmes. Par la chasse aux sorcières et l'esclavage, la transition vers le capitalisme faisait de la modernité une affaire de discipline. Discipline des corps féminins dévolus à la reproduction, consommés sur les bûchers comme autant de signaux terrifiants, torturés pour laisser voir leur mécanique intime, anéantis socialement. Discipline des corps d'esclaves, servis à la machine sociale dans un formidable mouvement d'accaparement des ressources du Nouveau Monde pour la fortune de l'ancien.

Le capitalisme contemporain présente des similitudes avec son passé le plus violent. Ce qu'on a décrit comme barbarie et dont aurait su triompher le siècle de la raison est constitutif de ce mode de production : l'esclavage et l'anéantissement des femmes n'étaient pas des processus fortuits, mais des nécessités de l'accumulation de richesse. L'auteur nous invite à partager son regard d'historienne et de féministe sur la situation actuelle et sur ses mécanismes.

Silvia Federici (née en 1942 à Parme en Italie) est une universitaire américaine, enseignante et militante féministe radicale. Elle est professeure émérite et chercheuse à l'Université Hofstra à New York.

« ...Écrire l'histoire du capitalisme et de ses origines à partir du point de vue de ce qui arrive aux femmes, de ce qui se passe avec la reproduction – qui sont étroitement connectées l'une à l'autre – permet de repenser l'ensemble à partir d'une autre perspective. Le travail salarié contractuel dans le capitalisme s'est accompagné d'une immense quantité de travail non libre, non salarié et non contractuel. C'est en tenant compte de cet élément qu'on comprend pourquoi, à travers toute l'histoire du capitalisme, existent des formes continues de colonisation, tout comme des formes différentes d'esclavage.

« Analyser et comprendre que le travail non libre et non salarié est fondamental, et qu'il n'a pas seulement comme objectif d'extraire de la richesse des travailleurs, mais qu'il s'agit aussi d'une manière d'organiser la société, est très important. La survivance des rapports non libres est quelque chose de fondamental et fait partie du code génétique des sociétés capitalistes. Analyser le capitalisme du point de vue de la reproduction, ce que j'appelle la reproduction de la force de travail, a été très important pour parvenir à comprendre le capitalisme, et cela on ne le trouve pas chez Marx. »

Entretien réalisé pour le journal *En Lucha*.